

Face aux dangers du nucléaire et pour en sortir,

le 15 octobre, la MOBILISATION passe par LA RUE



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Malgré les tentatives du lobby pro-nucléaire de nous rassurer sur la sécurité, une seule solution, sortir du nucléaire... et vite !

Six mois après l'accident nucléaire de Fukushima, le camp pro-nucléaire essaye de tourner la page et de faire oublier ce qui n'est pour lui qu'un déboire dû à des conditions météorologiques exceptionnelles. Il est pourtant relativement affaibli. La sortie du nucléaire programmée en Allemagne et en Suisse, le référendum italien qui refuse, à une très large majorité, le recours à cette énergie, le retrait de Siemens de l'industrie nucléaire... sont autant de signes, qu'au niveau international, l'avenir du nucléaire est moins rose que ne le laissent penser ses plus fidèles promoteurs. Côté français, le volontarisme pro-nucléaire est toujours en vigueur chez les industriels et les gouvernants, qui tentent de fourguer leurs réacteurs aux puissances émergentes ou en leur accordant des financements pour la construction de centrales. Un des exemples les plus inquiétants, notamment après Fukushima, des dangers

du nucléaire dans les pays du Sud concerne l'Inde. À Jaitapur, en effet, Areva souhaite installer une centrale nucléaire, créant ainsi dans cette région le plus grand complexe nucléaire au monde, alors qu'elle est située sur une zone sismique à haut risque, que l'Inde ne dispose pas d'agence de contrôle du nucléaire indépendante et, qu'elle a refusé de signer le traité de non-prolifération nucléaire. Dans un tel projet, ce n'est pas seulement l'entreprise privée qui est en cause, mais bien l'État français qui, via une agence spécifique, la Coface, assure les financements pour la construction des réacteurs. Cependant, les partisans du nucléaire ne peuvent pas complètement faire abstraction de l'accident de Fukushima, et l'heure est aux discours sur la sécurité, aux contrôles et autres crash-tests, qui sont autant d'occasions de rassurer les populations. Pourtant, un rapport parlementaire rédigé en juillet dernier met en lumière

la perte de la culture de sécurité due à l'usage intensif de la sous-traitance qui, selon des députés (UMP et PS) « aboutit à une opacité potentiellement dommageable pour la sûreté des installations » et conduit à « une dilution extrême des responsabilités ». Mais remettre en cause la sous-traitance, qui selon EDF se compose tous métiers confondus de 20 000 fournisseurs de personnels, c'est remettre en cause la libéralisation du marché et la concurrence des entreprises, pour favoriser un contrôle de la puissance publique sur l'ensemble de la filière, ce qui n'est guère dans l'air du temps. Autre épine dans le pied du lobby nucléaire, l'EPR n'en finit pas de causer des problèmes, là encore de sécurité, dus à une perte de savoir-faire, et financiers puisque les députés eux-mêmes sont incapables d'obtenir une évaluation exacte du coût de construction du nouveau réacteur de Flamanville, prévu d'abord à 3 milliards d'euros, puis à 5, si

Agenda

14 octobre, le NPA fait son cinéma, Rouen. Le NPA de Rouen propose plusieurs projections suivies de débats au cours de l'année. Premier rendez-vous : « *Little Big Man, du colonialisme américain à l'impérialisme militaire et économique.* » Le génocide des Indiens comme mise en œuvre. RV à 20 heures, Le Melville, 75 rue du Général-Leclerc, Rouen.

14 octobre, meeting NPA, Marseille. Meeting « *Aux riches de payer la dette* », avec Isaac Johsua, économiste, Myriam Martin, porte-parole du NPA et un militant grec. RV à 19 heures au théâtre Mazenod, 88 rue d'Aubagne, Marseille.

14 octobre, réunion dette, Saint-Denis. Le comité NPA de Saint-Denis (93) organise une réunion publique sur le thème « *Leur capitalisme est en crise et les travailleurs trinquent, ne payons pas la dette !* », avec un membre du groupe de travail économique du NPA. RV à 20 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis.

14 octobre, réunion droit extrême, Voujeaucourt. Conférence débat : « *Droite populistes et extrêmes. Quel danger pour la démocratie en France et en Europe ?* » avec Elisabeth Gauthier (Espaces Marx), René Monzat (cofondateur de Ras-le-Front), organisé par l'Atelier. RV à 20h30, salle Mory Arcopolis à Voujeaucourt (Doubs).

14 octobre, Villiers-Le-Bel, lecture, La Brèche. Les éditions Syllepse et la Brèche organisent une rencontre autour du livre *Vengeance d'État* avec des membres du collectif angles morts et des militants du NPA. RV à 18h30, 27 rue Taine (M° Daumesnil).

15 octobre, Indignés, mondial. Pour la journée mondiale des Indignés, nombreuses manifestations. À Paris, RV à 14 heures, gare Saint-Lazare.

15 octobre, racisme, manifestation, Besançon. Manifestation contre le racisme d'État, à l'appel d'un large collectif, dont le NPA. RV à 15 heures, place Pasteur.

15 octobre, manif antinucléaire, Rennes. Rassemblement et manifestation organisés par la Coordination antinucléaire de l'Ouest pour exiger l'arrêt immédiat des chantiers EPR et THT. Rassemblement à 12 heures, mail François-Mitterrand. Manif à 14h30 puis concert.

15 octobre. Manifestation antinucléaire au Bugey (Ain, entre Lyon et Genève). Toutes les infos sur les départs collectifs sur le site du Collectif Stop Bugey : www.stop-bugey.org

17 octobre, Algériens, national. La commémoration du cinquantenaire du 17 octobre 1961, véritable massacre d'État donnera lieu à de nombreuses manifestations. À Paris, RV à 18 heures devant le Rex (lire pages 6-7.)

18 octobre, Fralib, manifestation et meeting unitaires, Marseille. L'ensemble des organisations de gauche organise une manifestation et un meeting unitaire de soutien aux Fralib en lutte pour conserver leur usine. Il sera suivi d'un concert du groupe ZEP. RV à 17h30 devant l'ancienne usine Fralib, bd Flammarion et à 18h30 aux Mobiles (Canebière).



LE 15 OCTOBRE, MOBILISATION ANTINUCLÉAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

ce n'est plus ; problèmes enfin pour les salariés puisqu'en 2010 l'Agence de sécurité nucléaire a comptabilisé 112 accidents du travail dont un tiers n'avaient pas été déclarés par le constructeur Bouygues.

LE DÉBAT EST OUVERT

On voit donc que le nucléaire est à la croisée des chemins, que les interrogations sur son avenir après l'accident de Fukushima, ainsi que les problèmes rencontrés à différents niveaux, permettent d'ouvrir le débat sur la sortie du nucléaire. Ainsi, l'association Negawatt¹ vient de rendre public un scénario énergétique jusqu'à 2050, visant à sortir du nucléaire dans 22 ans, tout en diminuant les émissions de CO₂ et en créant des emplois. L'intérêt d'un tel scénario est d'essayer de tenir ensemble toutes les dimensions qui touchent à l'énergie, depuis les transports et le logement jusqu'à l'urbanisation et la production d'électricité. Cela illustre d'autant plus la

profondeur des changements à apporter qui nécessitent une réorganisation sociale d'ampleur. Des problèmes demeurent cependant, concernant notamment le rythme de sortie, et en particulier la fermeture des centrales vieillissantes que Negawatt envisage de prolonger, jusqu'à 40 ans de fonctionnement. Par ailleurs, si le scénario Negawatt prône une certaine sobriété énergétique, il interroge peu la part de consommation et de production inutiles ou l'obsolescence programmée de nombreux produits, toutes choses qui pourraient constituer une source importante de réduction de la consommation énergétique. Mais peut-être le plus gros problème réside-t-il dans une sous-estimation des rapports de forces politiques et économiques permettant d'organiser une telle transition énergétique. Si le scénario Negawatt semble écolo-socialo-compatible, c'est non seulement parce qu'il évoque un rythme de sortie du nucléaire relativement long, mais aussi parce qu'il évite de se prononcer sur la façon

de contraindre les grands groupes du secteur énergétique à répondre aux besoins sociaux tout en prenant en charge les contraintes environnementales. Présenter des solutions techniques ne suffit pas à révolutionner notre modèle énergétique. Et inventer un service public décentralisé, avec des petites unités de production, fonctionnant au sein de régies locales reliées entre elles au sein d'une même entité publique, c'est bel et bien arracher à EDF, Areva, Total et consorts leur pouvoir de nuisance. C'est dans cette perspective que se situent les propositions du NPA de sortie du nucléaire en dix ans², et c'est sur cette base que le NPA appelle à participer massivement aux côtés des associations aux manifestations du 15 octobre et à toutes les mobilisations qui suivront.

Vincent Gay

1. www.negawatt.org/
2. www.npa2009.org/content/8-pages-npa-comment-sortir-du-nucl%C3%A9aire.pdf

regards

Propos recueillis par Enric Llopis



Esther Vivas (JMB)

« Nous mangeons ce que les grandes entreprises agroalimentaires nous imposent »

Esther Vivas est membre du Centre d'études sur les mouvements sociaux de l'Universitat Pompeu Fabra de Barcelone. Activiste sociale pour la souveraineté alimentaire et militante de *Isquierda Anticapitalista*, elle nous alerte sur la prédominance du capital privé qui impose les goûts, marques et produits.

En collaboration avec Xavier Montagut, elle a publié les livres *Del Campo al Plato, Où va le commerce équitable ?* et *Supermercados, no gracias*.

Vous êtes co-auteur du livre *Del Campo al Plato* (Ed. Icaria, 2009). Selon vous, ils nous empoisonnent ?

Le modèle de production d'aliments oppose les intérêts privés et ceux des entreprises aux besoins alimentaires des gens, leur santé et le respect de l'environnement. Nous mangeons ce que les grandes entreprises de ce secteur veulent. Il y a actuellement dans le monde le même nombre de personnes qui ont faim que de personnes ayant des problèmes de surpoids, ce qui touche, dans les deux cas, les secteurs les plus pauvres de la population, tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. Les problèmes agricoles et alimentaires sont mondiaux et sont le résultat de la transformation des aliments en marchandise.

925 millions de personnes dans le monde ont encore faim aujourd'hui. C'est la preuve de l'échec du capitalisme agro-industriel ?

Oui. L'agriculture industrielle, kilométrique, intensive et dépendante du pétrole a montré qu'elle était incapable de nourrir la population, car elle a un fort impact sur l'environnement en réduisant l'écodiversité, en engendrant un changement climatique et en détruisant des terres fertiles. Pour arrêter la faim dans le monde, il ne s'agit pas de produire plus, comme l'affirment les gouvernements et les institutions internationales. Au contraire, il faut démocratiser les processus de production et faire en sorte que les aliments soient accessibles à l'ensemble de la population.

Les entreprises multinationales, l'ONU et le FMI proposent une nouvelle « révolution verte », des aliments transgéniques et le libre échange. Quelle alternative peut être proposée par les mouvements sociaux ?

Nous devons récupérer le contrôle social de l'agriculture et de l'alimentation. Quelques multinationales, qui monopolisent chaque étape de la chaîne agroalimentaire, ne peuvent pas décider de ce que nous devons manger. La terre, l'eau et les graines doivent appartenir aux paysans, à ceux qui travaillent la terre. Ces biens naturels ne doivent pas être l'objet d'un commerce pour faire de la spéculation. Nous, consommateurs, devons pouvoir décider de ce que nous mangeons, si nous voulons consommer des produits sans OGM. En définitive, nous devons miser sur la souveraineté alimentaire.

Pourriez-vous définir le concept de souveraineté alimentaire ?

C'est avoir la capacité de décider de tout ce qui a trait à la production, la distribution et la consommation des aliments. Miser sur la culture de variétés locales, de saison, saines. Encourager les circuits courts de commercialisation, les marchés locaux. Lutter contre la concurrence déloyale, les mécanismes de dumping, la volonté d'exportation. Arriver à cet objectif implique une stratégie de rupture avec les politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais revendiquer la souveraineté alimentaire ne veut pas dire un retour romantique au passé, au contraire, il s'agit de retrouver la connaissance des pratiques traditionnelles et de les associer aux nouvelles technologies et savoirs. [...]

Via Campesina affirme qu'aujourd'hui manger s'est converti en un « acte politique ». Êtes-vous d'accord ?

Absolument. Ce que nous mangeons est le résultat du mercantilisme du système alimentaire et des intérêts de l'agrobusiness. Le mercantilisme mis en œuvre dans la production agroalimentaire est le même que celui qui touche d'autres contextes de notre vie : privatisation des services publics, précarisation

des droits du travail, spéculation sur le logement et le territoire. Il faut opposer à cela une autre logique et s'organiser contre le modèle agroalimentaire actuel dans le cadre d'une lutte plus générale contre le capitalisme mondial.

Nous sommes entre les mains des grandes chaînes de distribution. Qu'est-ce que cela implique et quels effets ce modèle de consommation entraîne-t-il ?

Aujourd'hui, sept entreprises de l'État espagnol contrôlent 75 % de la distribution des aliments. Et cette tendance représente plus que cela. De cette façon, le consommateur a de moins en moins accès à la nourriture et la même chose se passe avec le producteur qui veut atteindre le consommateur. Ce monopole garantit un contrôle total par les supermarchés lorsqu'ils décident de notre alimentation, comment elle est élaborée et du prix de ce que nous mangeons.

Les solutions individualistes servent-elles à rompre avec ces règles de consommation ?

L'action individuelle a une valeur démonstrative et apporte une cohérence, mais elle n'entraîne pas de changements structurels. Nous avons besoin d'une action politique collective, de nous organiser dans le contexte de la consommation, par exemple, à partir de groupes et de coopératives de produits biologiques ; créer des alternatives et promouvoir de grandes alliances qui participent à des campagnes contre la crise, pour la défense du territoire, des forums sociaux, etc. [...]

Kyoto, Copenhague, Cancun. Quel bilan général peut-on tirer des différents sommets sur les changements climatiques ?

Le bilan est très négatif. Lors de tous ces sommets, les intérêts privés et le court terme ont eu plus de poids qu'une réelle volonté politique ayant pour but de mettre fin aux changements climatiques. Aucun accord n'a été trouvé pour permettre une réduction effective des gaz à effet de serre. Au contraire, les critères mercantiles ont été une fois de plus la monnaie d'échange et le mécanisme de commerce d'émissions en est, à cet égard, l'expression la plus significative.

À Cancun, l'idée d'une « adaptation » au changement climatique a été beaucoup reprise. Les intérêts des compagnies multinationales et d'un prétendu « capitalisme vert » se cacheraient-ils derrière cela ?

Tout à fait. Au lieu de solutions réelles, on choisit de fausses solutions telles que l'énergie nucléaire, la captation de carbone dans l'atmosphère pour le stocker ou les biocarburants. Par ces mesures, on ne fait qu'intensifier plus encore la crise sociale et écologique et donc créer d'énormes bénéfices pour un petit nombre d'entreprises. [...]

La solution est-elle de changer le climat ou le système capitaliste ?

Un changement radical de modèle est nécessaire. Le capitalisme ne peut apporter de solution à une crise écologique que le propre système a créée. La crise actuelle provoque un besoin urgent de changer le monde à sa base et de le faire dans une perspective anticapitaliste et écologiste radicale. Anticapitalisme et justice climatique sont deux combats qui doivent être étroitement liés.

Entretien publié par le site Rebelión et diffusé par EcoDebate, traduction Karine Lehmann Et Jean Saint-Dizier pour Autres Brésils

Dexia, les États au service des « Bad banks »

Une nouvelle fois, les États belge et français vont mettre la main au portefeuille pour sauver Dexia.

Ce week-end, François Fillon et son homologue Yves Leterme, Premier ministre belge, ont conclu un accord pour sauver de la banqueroute Dexia, un plan de démantèlement-sauvetage dont la facture sera payée par la population, des expédients qui, pour sauver les financiers, creusent la dette des États...

Dexia est née de la privatisation, en 1987, d'un organisme public, la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL), puis de la fusion en 1997 de la nouvelle banque avec le Crédit communal de Belgique dans le cadre de la mondialisation libérale pour le bonheur des gros actionnaires. De 2000 à 2009, Dexia a déclaré plus de 14 milliards d'euros de bénéfices! Ces profits provenaient pour l'essentiel de la vente de prêts à taux variable auprès des collectivités territoriales et des établissements publics à la place de prêts à taux fixe. Ces prêts, au départ avantageux, se sont avérés des emprunts «toxiques» dont les taux ont considérablement augmenté sous les effets de la crise financière, taux quasi usuraires.

SAUVÉE UNE PREMIÈRE FOIS

Dexia, une première fois en difficulté lors de la crise financière de 2008, a été renflouée pour 150 milliards d'euros par les États français et belge qui n'ont exigé aucune contrepartie ni le moindre contrôle. Ses pratiques spéculatives n'ont cessé de se développer comme celle qui consiste à prêter sur 30 ans avec des fonds propres faibles en se finançant par des emprunts à court terme ou des spéculations

sur les produits toxiques. Ses difficultés se sont aggravées, son cours de Bourse a chuté de plus de 85% en trois ans, jusqu'à la menace de faillite. Pourtant, en juillet, Dexia avait réussi haut la main les stress tests de l'Autorité bancaire européenne censés évaluer la solidité des banques! Le scandale de ces pratiques usuraires vient sur la place publique en septembre au moment où la solvabilité des 21 milliards d'euros qu'elle détient sur la dette de la Grèce, du Portugal, d'Italie est mise en doute. Dexia perd les moyens de se financer, la faillite est là sans autre issue que l'intervention des États belge et français.

DÉMANTÈLEMENT

Les actifs les plus toxiques, évalués à 95 milliards d'euros, seront concentrés dans une structure dite de défaisance, dénommée «bad bank», la mauvaise banque, jouissant de la garantie des États français et belge répartie dans des proportions identiques à celles de 2008 (lors du sauvetage de Dexia), soit 60,5% pour la Belgique, 36,5% pour la France et 3% pour le Luxembourg.

Ensuite, l'État belge prend le contrôle de la totalité de Dexia Banque Belgique, l'entité belge du groupe, rachetée pour un montant de 4 milliards d'euros. Plus de 70 milliards d'euros de prêts aux collectivités locales, dont toute une partie sont à risques et pourraient ne pas être remboursés, passeront entre les mains de la Caisse des dépôts et consignation (CDC). La France devrait créer une nouvelle banque dédiée aux collectivités,



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/CHRISTIAN)

détenue à la fois par la Banque Postale et par la CDC. Le Luxembourg participe à la reprise de la branche luxembourgeoise de Dexia, Dexia BIL par un consortium dépendant de la monarchie du Qatar. Denizbank, la filiale turque, va être aussi vendue.

EXPÉDIENTS

Ce montage financier sauve dans l'urgence les intérêts des gros actionnaires sans même chercher une réponse à la crise financière que connaissent les collectivités locales ni celle des établissements publics piégés par les prêts usuraires. Ce ne sont que des expédients comme les mesures exceptionnelles annoncées par le dirigeant de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, qui permettront aux banques de la zone euro de se financer de

manière illimitée et gratuite auprès de la BCE qui leur rachètera pour 40 milliards d'actifs pourris. Comme le sont aussi les engagements pris par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel de recapitaliser les banques. Des expédients pour alimenter la machine à profit qu'est le système financier au moment où l'OCDE annonce une détérioration de la marche des principales économies mondiales. La rechute fatale de Dexia n'est pas un cas particulier mais bien un nouveau symptôme d'une catastrophe annoncée. La socialisation des banques sous le contrôle de la population, l'annulation de la dette publique sont bien des mesures d'urgence indispensables pour enrayer cette course folle.

Yvan Lemaitre



Par Antoine Larrache

PLUSIEURS CANDIDATS, UN SEUL PROGRAMME

La primaire organisée par le Parti socialiste a rencontré un succès incontestable avec plus de 2 millions de votants. Une large frange de la population aspire à peser sur les choix politiques et à se débarrasser de Sarkozy, et le PS s'est appuyé sur ces préoccupations pour construire sa primaire. La crise et les difficultés des mobilisations sociales, notamment la défaite sur les retraites, ont permis au PS de réapparaître comme un moindre mal par rapport à la droite. Dans cette campagne, chaque candidat a tenté de redorer le blason du parti en avançant des mesures sociales. Le résultat de Montebourg, avec 17%, est aussi significatif d'une tentative par une partie des électeurs de tirer le PS vers la gauche. Mais, en y regardant de plus près, on voit que les candidats n'ont pas rompu avec la logique sociale-libérale. Ainsi, sur les retraites, aucun ne parle de réduire la durée de cotisation, alors que sans cela, le retour à une possibilité de départ à 60 ans n'a pas grand sens pour l'immense majorité des travailleurs.

Et pour cause! Au-delà des déclarations, les différents candidats ont tous voté le même programme électoral... Un programme qui ne prévoit pas d'augmentation du Smic, qui prévoit de baisser les impôts sur les entreprises qui investissent et de renforcer la police et la gendarmerie. Un programme qui ne propose aucune mesure contre les banques et contre la dette publique. C'est une acceptation du cadre du capitalisme, y compris dans sa forme actuelle, la crise. Le résultat d'un tel choix, nous pouvons le voir en Espagne et en Grèce, ce serait inévitablement des attaques radicales contre les travailleurs. Et DSK ne s'y est pas trompé, lui qui soutient Aubry, la candidate supposée regrouper la gauche du PS au second tour... Pour se débarrasser de Sarkozy et des politiques antisociales, pour peser sur les choix politiques et économiques, c'est dans la rue que ça se passe, en construisant le rapport de forces et les suites de la mobilisation du 11 octobre. C'est aussi en affirmant haut et fort la nécessité d'une rupture avec le capitalisme et le pouvoir des banques.

C'est le sens de la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2012.

leur monde

En Syrie? non, à Lyon.

Le 6 octobre dernier, les salariés du secteur sanitaire et social non lucratif manifestaient à Lyon contre la remise en cause de leur convention collective. Environ 1 500 personnes défilaient pacifiquement. Mais à Lyon, il faut croire que la police a cru se trouver devant de dangereux casseurs et elle n'a pas hésité à gazer abondamment le cortège, provoquant un mouvement de foule. Résultat, une grille au sol s'est rompue et trois salariées ont chuté. L'une d'elle est dans un état grave. Une fois de plus, dans notre démocratie, manifester revient à prendre des risques pour sa santé.

Lycéens sans papiers 1 - Préfet O.

Le tribunal administratif vient d'infliger un véritable camouflet au préfet de la région Île-de-France. En effet, le conseil régional avait

adopté une résolution par laquelle il déclarait «placer tous les élèves étrangers, mineurs ou majeurs, susceptibles d'être menacés d'expulsion, sous la protection de l'assemblée régionale», et soutenue «les actions de solidarité avec ces jeunes menées au sein des établissements, en vue d'obtenir leur régularisation leur permettant de poursuivre leurs études en toute sérénité». Ce qui, il faut bien l'admettre, ne mange pas de pain et comme le souligne le jugement du tribunal administratif: «constitue une simple déclaration d'intention dépourvue en elle-même de toute portée concrète [...].»

C'en était quand même bien trop pour le préfet de la région qui avait attaqué la délibération au motif que non seulement, cela n'était pas de la compétence du conseil régional, mais qu'une telle décision pourrait porter atteinte à l'ordre public! Il est d'ailleurs clair que pour ce pouvoir et tous

ses valets, toute démonstration de solidarité est bien une atteinte insupportable à leur ordre public. Le tribunal n'a pas suivi. Tant mieux.

Convoi exceptionnel et dangereux.

Alors que se préparait la manifestation contre le nucléaire en Bretagne, un nouveau convoi de déchets nucléaires s'apprêtait à traverser la France après la Belgique et une partie des Pays-Bas. Parti le 11, il doit traverser, les 12 et 13 octobre, onze départements français (le Nord, l'Aisne, l'Oise, la Seine-et-Marne, la Seine St Denis, le Val d'Oise, les Yvelines, l'Eure, la Seine Maritime, le Calvados et la Manche), empruntant le réseau ferré et les voies du RER en région parisienne. Arrivé au terminal de Valognes, il revient à Areva la tâche d'acheminer le convoi jusqu'à l'usine de retraitement de La Hague. Une fois de plus, le gouvernement accepte de mettre

en danger les populations et les travailleurs de la SNCF sans même daigner leur donner la moindre information. Le réseau belge «Nucléaire, STOP!», le Réseau «Sortir du nucléaire» et le syndicat SUD-Rail se sont mobilisés pour obtenir l'arrêt de ces transports et appelaient à des rassemblements tout au long du trajet.

Immunité «élargie».

On savait que Sarkozy ne risquait rien dans le «scandale des sondages» (en 2007, il avait confié à une société dirigée par un de ses conseillers, un marché pour des sondages sans faire d'appel d'offres), grâce à l'immunité présidentielle. Mais cela ne s'appliquait pas à ses collaborateurs qui étaient poursuivis dans cette affaire. Le Parquet vient de demander que l'immunité leur soit également appliquée. République irréprochable...

11 octobre: une petite marche

Comme cela était prévisible, le bilan de la journée nationale d'action intersyndicale est très mitigé. La toile de fond reste la défaite essuyée lors de la mobilisation sur les retraites de 2010. Et, pour appuyer le trait, le refus de l'intersyndicale, même en format réduit (CGT, CFDT, FSU, Unsa, Solidaires) d'appeler à la grève tout en n'affirmant pas clairement l'illégitimité de la dette ne donnait pas d'armes aux équipes militantes souhaitant s'engager franchement dans la mobilisation. D'autant plus handicapant que ceux qui pensent que la dette est illégitime sont nombreux, la voie pour imposer autre chose qu'une austérité et des sacrifices bien mal partagés reste obscure. Cela n'a pas empêché un certain nombre de structures CGT, FSU et Solidaire nationalement d'appeler à la grève pour permettre une participation plus massive aux

manifestations. Certes les formules étaient parfois plus qu'ambiguës, «mobilisons-nous par la grève et la manifestation», et l'unité rarement au rendez-vous. Malgré tout, des grèves significatives dans certains secteurs des transports ou dans quelques secteurs de l'Éducation nationale. 200 manifestations étaient prévues dans toute la France mais avec le petit nombre d'appels à la grève, la participation se limitait souvent aux équipes militantes. Avec quelques centaines de milliers de manifestants dans toute la France, quelques dizaines de mille à Paris et Marseille, quelques milliers à Lille, Lyon, Toulouse, et des petits cortèges dans de nombreuses villes dans les régions, on est loin du compte pour imposer une autre politique au gouvernement Sarkozy-Fillon. La CGT fournit partout le plus gros des effectifs avec des cortèges CFDT et FSU peu fournis,

et un cortège de Solidaires qui compense par un dynamisme souvent absent ailleurs. Dans le cortège CGT, des contrastes à Paris entre le 93 ou le 91 nombreux et combatifs et d'autres départements ou fédérations plus disséminés et moins actifs. Enfin pour rehausser l'ensemble, plusieurs centaines de lycéens dynamiques tout comme les sans-papiers. Sur le parcours parisien, le point fixe du NPA proposait une vente de produits Fralib/Éléphant en solidarité avec les grévistes du site Unilever de Gémenos. Au total, une mobilisation insuffisante mais qui illustre bien que des résistances existent. Dans le secteur privé, les Fralib, les Fondateurs du Poitou, ceux de Still, de Goodyear, de Sovab ne lâchent rien. D'autres restent l'arme au pied à Florange, la raffinerie de l'étang de Berre ou chez PSA.

Le 27 septembre, les grèves et les

manifestations ont été importantes dans l'Éducation nationale et le 6 octobre, les retraités ont largement fait entendre leur voix pendant que plusieurs centaines de lycéens ont manifesté contre la véritable entreprise de destruction du système scolaire tout comme les chômeurs pour défendre leurs droits le 8 octobre. Développer, faire converger sont plus que jamais les défis à l'ordre du jour.

Robert Pelletier

Indignés de tout pays, unissez-vous !

Ces dernières semaines, les Indignés donnent de la voix, que ce soit à New York avec le mouvement «Occupy Wall Street» ou dans les autres capitales européennes, les initiatives se multiplient. L'indignation semble se répandre comme une traînée de poudre à travers bon nombre de pays pour dénoncer l'oligarchie et les inégalités sociales.

Samedi 8 octobre à Bruxelles, plusieurs centaines de personnes ont rejoint les quelque 150 marcheurs indignés arrivés d'Espagne et de France. Chaque jour, des assemblées populaires et des ateliers de réflexion sont organisés dans la capitale belge et ce jusqu'au samedi 15 octobre, date prévue pour la «Global Revolution», journée internationale des Indignés.

En écho à cet appel, une grande marche y est organisée. Elle arpentera les rues bruxelloises pour 10 km de revendications. De plus en plus inquiets du contexte politique, économique et social et chaque jour plus indignés par la corruption des politiques, des chefs d'entreprise et des banquiers, ces hommes et ces femmes appellent à s'unir. Indignés face à des crises qui se succèdent sans que les gouvernements ne cherchent de réelles solutions pour les peuples qui y sont confrontés, ils dénoncent une démocratie de façade et pointent du doigt des structures trop hiérarchisées. Le mouvement n'est pas seulement anticrisis ou anticapitaliste, c'est un mouvement plus large qui entend redonner le pouvoir de parole et d'action au peuple via une vraie démocratie participative. Et tous les marcheurs venant d'Europe, de Russie, de Cuba, du Chili, de Colombie, du Mexique, du Venezuela et de Tunisie convergeront vers Bruxelles pour organiser ces Assemblées participatives et ainsi coordonner le mouvement au niveau international. Le «150» appelle à une véritable insurrection des consciences et des peuples.

Ce mouvement qui ricoche aux quatre coins du monde n'a pourtant qu'un très faible écho médiatique et lorsqu'il existe, ce n'est que pour souligner le nombre d'arrestations et rarement pour donner une visibilité aux actions menées. Au contraire, les Indignés subissent de plus en plus fréquemment une répression policière qui témoigne explicitement d'une crainte des gouvernements de voir le mouvement prendre de l'ampleur. Et pour cause, ces derniers dénoncent directement les politiciens et les élites financières, de quoi agacer un certain nombre de nos dirigeants. Alors les Indignés seraient-ils capables de faire vaciller notre système en remettant en cause ses fondements? Évidemment, l'exercice est difficile car le mouvement, profondément horizontal et autogéré, se trouve souvent immobilisé par sa propre démocratie et le règne du consensus. La diversité des horizons politiques participe parfois aussi à la création de blocages qui, s'ils ne sont pas insurmontables, paralysent un certain nombre d'initiatives. Mais n'est-ce pas là le prix à payer pour installer une réelle démocratie? De toute évidence, tout est encore à construire. Le rendez-vous est fixé le 15 octobre, sur toutes les places. Les Parisiens sont invités à converger à partir de 14 heures depuis les gares parisiennes pour ensuite rejoindre, unis, l'Hôtel de Ville.

Coralie Wawrzyniak



Los Angeles, le 8 octobre. Le mouvement parti de New-York s'est étendu à une douzaine de villes. (REUTERS/JONATHAN ALCORN)

Parti de Manhattan en septembre, le mouvement des Indignés aux États-Unis s'étend à travers le pays et rencontre le soutien de certains syndicats.

La colère produit une nouvelle vague de protestations à travers les États-Unis, tandis que les Américains assistent à l'augmentation du chômage, aux diminutions de salaire, aux coupes claires dans les budgets sociaux, dans le contexte d'une économie toujours plus en crise. Pendant ce temps, l'Amérique des multinationales engrange des profits records et la caste des «super riches» s'enrichit encore. «Occupy Wall Street» a débuté en septembre quand des centaines de militants, jeunes pour la plupart, se sont rassemblés dans le quartier d'affaires de Manhattan et ont établi, 24 heures durant, un campement dans Zucotti Park – renommé Liberty Plaza en l'honneur de l'occupation de la place Tahrir en Égypte. Depuis – et notamment face aux images du gaz utilisé par la police contre des militants pacifiques – cette action nourrit l'imagination et la sympathie d'un grand nombre de gens qui partagent le rejet d'un système gouverné par le 1% de «super riches», symbolisé par les banquiers et spéculateurs de Wall Street.

Occupy Wall Street incarne donc pour l'heure le mécontentement accumulé aux États-Unis. À New York, les rassemblements réguliers et les discussions politiques sur la Liberty Plaza prennent de plus en plus d'ampleur. Le 5 octobre, plus de 20000 personnes – salariés, étudiants, chômeurs – ont manifesté dans le centre de Manhattan en scandant la réponse qui a fait mouche dans le pays: «nous sommes les 99%!» La combativité présente à Manhattan n'est pas tombée du ciel. Elle était déjà en toile de fond de la révolte du Wisconsin contre la répression syndicale menée par le gouverneur républicain Scott Walker, l'hiver dernier, et elle s'est retrouvée dans de nombreuses mobilisations depuis. Des joyeux piquets de grève de salariés des télécommunications à Verizon en août, aux blocages organisés par des dockers de la côte ouest, jusqu'à la contestation de l'ordre d'un juge par des enseignants en grève à Tacoma, la mobilisation est dans l'air, y compris parmi les salariés syndiqués. Cette atmosphère de révolte a évidemment été renforcée par la décision du bureau exécutif d'un important syndicat

de salariés des transports de la ville de New York de soutenir Occupy Wall Street. Depuis, d'autres syndicats ont fait de même, et pas seulement à New York.

Le mouvement s'étend désormais à d'autres villes – grandes et petites – à travers les États-Unis, rassemblant des centaines et parfois des milliers de manifestants à Los Angeles, San Francisco, Seattle, Washington DC, Portland, et même des villes du Sud comme Dallas et Austin. L'investissement de «Texas labor» dans la mobilisation signifie bien plus que des renforts en termes de manifestants. L'implication des syndicats crée la possibilité d'utiliser la force sociale que constituent les salariés dans la lutte pour obtenir des victoires immédiates mais aussi dans la bataille de long terme pour une autre société.

Occupy Wall Street est une occasion de reconstruire les liens entre le mouvement syndical et la gauche, pour agir en commun. Le mouvement peut fournir un point de cristallisation pour des syndicalistes qui ont pu se sentir isolés dans leurs propres syndicats et lieux de travail et il peut aider à remettre en place des

réseaux militants internes aux syndicats ou entre syndicats. Pour les presque 90% de salariés non syndiqués, il peut procurer la motivation nécessaire pour s'organiser sur leurs lieux de travail. Et tous les militants du mouvement, syndiqués ou non, peuvent jouer un rôle crucial pour construire la solidarité nécessaire pour les épreuves de force qui s'annoncent déjà, aux côtés des enseignants de Chicago et Los Angeles ou des travailleurs du bus et du métro de New York.

Alors que la crise économique crée la panique dans les élites politiques et économiques, il est important que le mouvement exprime sa propre vision de la société, basée sur les besoins humains et pas sur les profits. Les militants doivent mettre en débat leurs priorités et leurs stratégies au niveau local. Mais ils doivent aussi prendre en compte la situation dans sa globalité, et notamment la nécessité de remobiliser un mouvement ouvrier capable de défendre les intérêts de tous les pauvres dans la lutte contre le «1%».

Nicole Colson,
traduction Ingrid Hayes

Grèce, retour à l'esclavage antique ?

Pour obtenir les faveurs de la Troïka, le gouvernement « socialiste » grec s'attaque en priorité aux classes populaires.



Athènes, le 3 octobre. Des étudiants qui manifestent contre l'austérité affrontent la police anti-émeute. (REUTERS/JOHN KOLESIDIS)

Depuis plusieurs mois, quand elle annonce de nouvelles casses, la presse titre sur les « mesures qui vont réduire le niveau de vie des travailleurs ». À vrai dire, il n'y aura bientôt plus grand chose à réduire : depuis début septembre, le gouvernement invente chaque semaine de nouveaux moyens de faire les poches des couches populaires, se gardant bien d'imposer à égalité les nantis. En outre, le gouvernement présidé par le chef de l'Internationale socialiste est devenu, comme le montrent féroce ment des dessins de presse, un simple exécuteur d'ordres du FMI, de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne, la fameuse troïka dont des représentants contrôlent chaque jour davantage la gestion du pays. Exemple cette semaine : dimanche 2 octobre, le gouvernement annonce diverses mesures d'étranglement et, dès le lendemain, la troïka fait savoir qu'elle en veut plus et qu'il faudrait casser les références à des accords de branche. Tollé du gouvernement... qui deux jours plus tard indique que désormais, les accords d'entreprises (une très grande majorité ont moins de 50 salariés) seront recherchés, rendant ainsi quasi inutile l'existence d'une confédération syndicale, obligeant elle de hausser le ton.

Rafale de mesures assassines

Le rythme infernal auquel elles tombent rend difficile une présentation détaillée des mesures imposées. Le but immédiat est de pouvoir montrer

à la troïka une économie de 6 milliards d'euros, condition nécessaire du chantage au 6^e versement du prêt, intervenu le 21 juillet. Cette semaine, en ligne de mire, les impôts, avec un seuil minimum de revenu imposable passant de 12 000 à 5 000 euros (avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011) et des augmentations terrifiantes : pour un revenu annuel de 20 000 euros, l'impôt passe à 2 400 euros, augmentant de 740 euros, alors que pour un revenu de 200 000 euros, il passe à 77 400, augmentant de... 820 euros ! Pas besoin de dessin pour comprendre la politique de classe ! Et c'est bien là une véritable stratégie : dans le secteur public, les rémunérations connaissent une nouvelle baisse centrée sur les bas salaires : un employé avec dix-sept ans de service et un salaire de 1 800 euros va perdre 208 euros, alors qu'avec 2 000 euros, l'employé ne perd rien. Diviser dans la fonction publique en établissant une frontière symbolique de 1 900 euros au-dessous de laquelle Papandreou veut concentrer ses attaques, tel est l'un des objectifs, qui est de faire payer la crise par les plus pauvres et les classes moyennes, de nouvelles coupes de 4 à 20% intervenant aussi pour les retraites. Ajoutons une taxe d'habitation qui devrait rapporter 2,5 milliards d'euros et qui va être imposée même aux plus faibles revenus par l'intermédiaire de la facture d'électricité, rendant encore plus forts les risques de se voir couper le courant. Pendant ce temps, le responsable des contrôleurs du fisc

explique que sur une liste de 3 000 fraudeurs, les banques n'ont accepté de montrer que 130 comptes... Autre mesure indice de la soumission aux diktats du capital : d'ici la fin de l'année, 30 000 fonctionnaires, puis 120 000 en 2012, vont se voir imposer une mise en inactivité, touchant 60% de leur salaire avant d'être licenciés. Autant dire qu'à la misère va s'ajouter, si la mesure passe, un affaiblissement catastrophique des services publics. En même temps, les privatisations, censées rapporter des milliards, n'avancent pas, les investisseurs attendant l'effondrement des prix, et ce ne sont pas les projets de golf sur les îles avancés par le vice-chancelier allemand qui vont relancer la consommation populaire...

Une seule solution, mobilisations !

Ce qui impressionne, c'est que malgré les coups, la combativité reste forte : 50 000 manifestants à Athènes le 5 octobre pour la grosse grève du secteur public, occupations de ministères, dont celui des statistiques, où devait se rendre la troïka ; grèves dans les transports. 600 lycées occupés contre le manque de profs et de moyens ; baisse de la mobilisation étudiante, mais blocage administratif de la réforme universitaire... Et cela sur fond de slogan : « *Listès, listès, socialistès mazi me tous capitalistès !* » (« *Voleurs, voleurs, socialistes vous êtes avec les capitalistes !* »). Mais on s'en doute, les mobilisations ne sont pas faciles : fatigues devant le rouleau

compresseur, comme dans le secteur ultralibéral de la presse, politique de répression systématique (le 5 octobre, les flics ont même frappé des journalistes), division chaque jour plus insupportable quand on lit par exemple cette déclaration : « *La nécessité, c'est de créer maintenant une alliance populaire de lutte des travailleurs dans les secteurs public et privé, pour un travail stable et garanti pour tous avec des droits modernes, pour s'opposer aux mesures barbares, pour que s'exprime massivement le refus de payer les mesures coups de massue, pour renverser la politique du gouvernement et de l'UE au service des monopoles et du capitalisme* ». Quel militant de gauche organisé (Antarsya, Syriza, KKE) ou simplement, comme des dizaines de milliers, en rupture avec le Pasok, ne souscrirait pas à un tel appel ? Le problème, c'est qu'un tel appel, en fait du KKE, se traduit concrètement par le refus d'un front commun dès lors qu'on n'est pas d'accord avec le KKE ! On pourrait trouver d'autres exemples similaires à gauche du gâchis face aux urgences sociales et politiques. Donc tout faire pour l'unité dans les luttes, mais cela implique aussi une dynamique de luttes à l'échelle européenne, qui redonne confiance ici et partout sur des solutions ouvrières impossibles si nos luttes restent isolées.

Andreas Sartzekis

Mayotte : la révolte grandit

Cela fait plus de quinze jours que se développe à Mayotte un puissant mouvement de protestation contre la vie chère avec grève générale, blocage des ronds-points, manifestations, et maintenant fermeture de tous les commerces.

Le pouvoir a réagi comme il le fait toujours dans ses colonies, par la violence, en envoyant des renforts de gendarmerie et des blindés qui patrouillent dans les rues. En ce moment même, un enfant est entre la vie et la mort, touché par un tir de flashball.

Quelle qu'en soit l'issue, cette séquence marquera. Elle est indéniablement le début d'un processus de prise de conscience par la population de la nature de l'État et du système auxquels elle se sera confrontée.

Dans cette île, occupée par la France au mépris du droit international, des résolutions de l'ONU et de l'Union africaine, on avait promis aux Mahorais, en échange du statut de département d'outre-mer, l'égalité et le progrès social.

Ils n'ont eu ni l'égalité avec les autres citoyens français ni le progrès social.

En guise d'égalité, ils n'ont rencontré que le mépris et les propos racistes de certains hauts fonctionnaires, dans un territoire où la quasi-totalité des cadres de l'administration et de l'économie viennent de la métropole.

La population y est totalement otage, pour ses besoins essentiels, des trusts de l'alimentaire, comme le groupe Casino qui contrôle, par l'intermédiaire de sa filiale Vendémiaire, l'hypermarché Jumbo-Score ou de Total pour ses besoins en énergie. C'est ainsi que le carton d'ailes de poulet, base de l'alimentation, coûte 24,21 euros les 10 kg contre 15,90 euros à La Réunion et que la bouteille de gaz est trois fois plus chère qu'en métropole. Par contre le RSA qui va bientôt être instauré est lui 25% plus bas et ne pourra être augmenté que dans cinq ans !

Cela fait des mois que le mécontentement grandissait et qu'éclataient périodiquement des mouvements de protestation déterminés. Mais chaque fois le pouvoir parvenait à reprendre la main par de nouvelles promesses et, surtout, en utilisant l'arme de la division en tentant de dresser la population contre les « clandestins » venus des autres îles de l'archipel.

Cette fois, ils ont bien essayé en faisant courir des rumeurs sur une « régularisation massive des clandestins » [sic], cela n'a pas fonctionné, bien au contraire. Mardi, le Collectif des réfugiés africains a appelé à rejoindre le mouvement. Dans une déclaration, Abdallah Akishuli qui dirige ce collectif, a exprimé l'accord des réfugiés africains avec les revendications contre la vie chère. Il en a profité pour rappeler « *la situation de précarité qu'ils endurent au vu et au su de tout le monde* ». Jeudi, pour la première fois, la population des quartiers les plus pauvres – les jeunes et les femmes en particulier – s'en est pris directement à un convoi de gendarmes mobiles, symbole de l'État colonial, de la répression et de la chasse aux réfugiés. Vendredi, l'accord signé par le préfet, les chefs d'entreprise et l'intersyndicale a été rejeté massivement par les manifestants réunis sur la place principale de Mamoudzou.

Pendant tout le week-end, les manifestations et les affrontements ont continué, des élus locaux qui réclamaient le départ des forces de l'ordre se sont même fait matraquer à leur tour ! L'île est paralysée, la population est exaspérée. Elle a besoin d'une solidarité politique active.

Alain Castan

En brève

Législatives en Pologne

Seuls 48,9% des inscrits ont pris part aux législatives le 9 octobre 2011. Les partis gouvernementaux qui mènent une politique néolibérale – la Plateforme civique (PO) et le Parti agrarien (PSL), garderont la majorité à la Diète et au Sénat, bien qu'ils ne représentent que 22,2% des inscrits. La social-démocratie post-stalinienne de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) s'effondre, perdant près d'un million de voix et passant de 13,15% de suffrages exprimés à 8,25%.

La nouveauté, c'est la percée électorale (1,4 million de voix, 10% des suffrages exprimés) du Mouvement de Palikot, du nom de son fondateur, ancien dirigeant du patronat et député de PO jusqu'à sa démission en janvier 2011. Sa virulente campagne anticléricale, contre l'homophobie, le sexisme (la présidente de la Fédération en faveur des Femmes et du Planning familial, Wanda Nowicka, n°2 de cette liste à Varsovie, pourrait devenir députée) et en faveur de la légalisation du cannabis a masqué son programme économique ultralibéral.

Le Parti polonais du travail, Août 80 (PPP), qui a réussi à se présenter dans toutes les circonscriptions, réalise un score décevant (0,55% des suffrages exprimés, soit 79 000 voix, contre 1% et 160 000 voix en 2007). Mais, dans cette campagne électorale, il a imposé le débat sur les emplois ne respectant pas le code du travail (60% des 25 à 35 ans les subissent), sur l'accès au logement devenu quasi impossible et sur les effets de la privatisation du service de santé. Ces thèmes seront au centre des mobilisations à venir.

Au-delà de la commémoration

50 ans après les massacres d'octobre 1961, les combats anticoloniaux et antiracistes sont toujours d'actualité. Dans l'actuel contexte politique, le lien étroit entre colonialisme, racisme, violence étatique et capitalisme doit plus que jamais être mis en évidence. Le racisme est un phénomène complexe qui tient avant tout à la nécessité pour le pouvoir de diviser les travailleurs (hiérarchisation et assignation des tâches productives, attisement des peurs et des rancœurs, etc.). Mais un fait ne peut pas être éludé : aujourd'hui en France, pour des raisons historiques, politiques et sociales, les principales victimes du racisme sont issues, directement ou par descendance, des anciennes colonies maintenues sous influence. La lutte contre le colonialisme passé et présent, contre leurs travestissements et leurs ravages est une composante d'un antiracisme mené sur des bases de lutte de classe conséquentes, qui ne soit pas réduit à la sempiternelle et fausse théorie de la « diversion ». Le croisement de l'exploitation (voire la surexploitation) et de l'oppression spécifique des victimes du racisme n'est pas une vue de l'esprit. Le racisme est un rapport social.

Les habitants des quartiers populaires, principalement originaires du Maghreb et d'Afrique noire, sont toujours construits comme des ennemis intérieurs, qu'ils soient étrangers ou... français : discriminations à l'embauche, au logement, quartiers laissés à l'abandon, harcèlement policier quotidien, contrôle au faciès, « bavures » mortelles, lois et mesures islamophobes (loi « antiburqa », mères voilées interdites d'accompagnement scolaire, reportages anxiogènes sur les « banlieues »).

Alors que leur pays est le symbole d'un printemps arabe historique, les quelques milliers de jeunes migrants tunisiens arrivés depuis le changement de régime ont été l'objet d'une politique d'affichage anxiogène et d'une mise en scène sécuritaire : CRS en pagaille, hélicoptères, expulsion en plein après-midi, journalistes prévenus. Face à une persécution contre ce qui était présenté comme l'avant-garde d'une prétendue « invasion » consécutive aux processus révolutionnaires, on aura pu déguster le double discours de la mairie de Paris, prompte aux grandse envolées... mais aussi au dépôt de plainte contre les migrants pour « dégradation de biens ».

Les sans-papiers quant à eux, pour la plupart issus de ce qu'il faut bien encore appeler la Françafrique, sont traqués et de plus en plus précarisés par le resserrement du collet législatif. Ces dernières années, les règles d'obtention et de renouvellement des titres de séjour n'ont fait que se durcir, sans parler de l'inflexibilité du gouvernement face au mouvement de grève historique de 2009-2010.

Le 17 octobre 2011, l'anniversaire de ce crime d'État devrait être plus qu'une commémoration recueillie. Dans le contexte social, politique et électoral actuel, cette échéance est éminemment politique. Il y a fort à parier que les campagnes présidentielle et législative seront marquées par les discours racistes, islamophobes et sécuritaires. Le 50^e anniversaire des accords d'Évian, reconnaissant l'indépendance de l'Algérie, sera certainement l'une des occasions pour le pouvoir, en pleine campagne, de poursuivre son entreprise révisionniste quant aux « bienfaits » de la colonisation. La manifestation du lundi 17 octobre devra témoigner de l'union de tous les acteurs des luttes antiracistes et anticoloniales, comprenant les ressortissants des anciennes colonies ou leurs descendants, premières cibles du racisme d'État. Par ailleurs, comme d'autres organisations, nous demandons : la reconnaissance de ces massacres comme un crime d'État, l'abrogation de la loi du 23 février 2005 qui officialise une interprétation positive du passé colonial de la France, l'ouverture des archives.

Commission migrations et antiraciste

50 ans Le 17 octobre

Le 17 octobre 1961, un massacre colonial en plein Paris

« La force ne se donne jamais tort : quand son usage échoue, on croit toujours qu'avec un peu plus de force on aurait réussi. Alors on recommence, plus fort, et on perd encore, avec un peu plus de dégâts. La force en comprend jamais rien, et ceux qui en ont usé contemplant leur échec avec mélancolie, ils rêvent d'y revenir ». Dans son roman *L'art français de la guerre* (Gallimard, 2011), Alexis Jenni évoque ainsi la manière dont la France a voulu faire face à la décolonisation. Le 17 octobre 1961 a été un de ces moments d'usage de la force, une irruption en métropole de la violence de l'Empire colonial.

Une démonstration contre le couvre-feu

En 1961, la guerre d'Algérie est de plus en plus impopulaire. Un an plus tôt, le procès des « porteurs de valises » du réseau Janson, soutenus par les intellectuels et artistes du Manifeste des 121, la manifestation pour la paix organisée en octobre par l'Unef, ont prouvé le rejet croissant de la guerre. De Gaulle négocie avec le FLN sans cesser la répression, car il veut arriver en position de force à la table des discussions. Il craint aussi de ne pas disposer du soutien de l'armée et s'appuie sur la police en lui donnant carte blanche. En région parisienne, où vivent de nombreux Algériens, le préfet Maurice Papon, qui avait raflé les Juifs sous Vichy, applique une politique de harcèlement des Algériens. L'anticommunisme a été un critère de recrutement pour entrer dans la police parisienne et l'influence de l'extrême droite s'y fait largement sentir, avec des groupes parapoliciers coupables de nombreuses exactions. Le 5 octobre 1961, Papon impose un couvre-feu pour les « travailleurs algériens musulmans » en région parisienne entre 20h30 et 5h30. La situation devient intenable pour les Algériens : contrôles, brimades, arrestations. Poussés par leur base, excédée de ces humiliations, les responsables locaux du FLN demandent au Comité fédéral l'autorisation d'organiser une manifestation afin de défier le couvre-feu en défilant après 20h30. Le Comité fédéral accepte, souhaitant aussi réussir une démonstration de

force pour des raisons de luttes de pouvoir internes au FLN : la Fédération de France veut apparaître comme une wilaya active et combattante. Mais dans une période où l'opinion publique française est un enjeu, elle veut éviter tout risque de débordement. Les manifestants, souvent issus des bidonvilles de la région parisienne, sont fouillés au départ afin d'éviter tout port d'armes. Ils ont revêtu leurs plus beaux habits, par souci de dignité. La présence des femmes, gage d'esprit pacifique, est autorisée, et des militants français, membres des réseaux de solidarité, sont présents comme observateurs.

De la rafle au massacre

Les manifestants sont très nombreux, plus de 30000 et plusieurs parcours sont organisés. Mais la police a reçu l'ordre de rafler tous les manifestants et sait que les exactions sont couvertes voire encouragées par la hiérarchie. Plus de 11500 arrestations sont effectuées. Les charges policières sont violentes, les agents tirent sur la foule, notamment au boulevard de Bonne-Nouvelle. Les Algériens sont entassés dans des gymnases dans des conditions déplorables. Nombre d'entre eux, sans doute 200, décèdent des suites de leurs blessures, des cadavres sont encore charriés par la Seine plusieurs jours après la manifestation. Les violences et les meurtres continuent après cette date.

Si la gauche a condamné cette violente répression, la mémoire de celle-ci a plutôt été symbolisée par les huit morts communistes de Charonne, tués lors d'une manifestation anti-OAS le 8 février 1962. Dans les années 1980, ce sont les associations qui réactivent la mémoire de ce crime, témoignage des pratiques d'un État colonial en guerre.

Sylvain Pattieu

À lire : *Le 17 octobre des Algériens*, Marcel et Paulette Péju, La Découverte, 2011.

Cet ouvrage, prévu pour paraître à l'été 1962, est nourri du témoignage de nombreux Algériens. L'historien Gilles Manceron explique dans une postface pourquoi il ne paraît qu'aujourd'hui, occulté par le gouvernement français et par les premiers gouvernants de l'Algérie indépendante.



À LIRE :
OCTOBRE NOIR, Daeninckx, Mako
Ad Libris / 13,50 euros

Les bandes dessinées à visée didactique ou historique souffrent souvent d'un défaut : à trop vouloir coller aux faits, elles nous semblent fades et trop plates. Ce n'est pas le moindre des mérites de celle-ci que de parvenir à nous embarquer aux côtés de Mohand, ou plutôt Vincent comme il se fait appeler dans son groupe de musique. Parce que Mohand a un rêve : remporter le prochain tremplin rock et gagner avec son groupe, les Gold Star, le ticket pour la scène de l'Olympia. Le fameux concours doit avoir lieu le 17 octobre 1961. Mais son père ne l'entend pas de cette oreille : la fédération du FLN a appelé à une grande mobilisation pacifique contre les mesures discriminatoires mises en place par le préfet Maurice Papon. C'est un véritable dilemme pour le jeune homme. Ce scénario, construit autour de la question de l'identité du colonisé et des choix et contraintes qui en découlent, est rehaussé par les qualités graphiques qui créent une ambiance lourde et pesante, moite, qui colle à la peau et confère à l'ensemble des allures de tragédie. Comme l'écrit si bien Benjamin Stora dans sa préface : « Cette bande dessinée, forte, émouvante et érudite, participe de la transmission mémorielle, essentielle pour comprendre le présent et définir les contours du futur de la société française ». En somme, un livre à mettre entre toutes les mains !

Henri Clément

Partout en France, commémorons le 17

Paris : manifestation le 17 octobre à 18 heures, M^e Bonne-Nouvelle

Asnières, Argenteuil, Bezons, Clichy-la-Garenne, Colonne, Gennevilliers, Nanterre : les municipalités de la boucle Nord de la Seine, les associations et organisations locales, les comités et comités locaux commémorent le massacre du 17 octobre en présence des maires, des élus, des représentants algériens associations et organisations politiques. RV le 17 octobre à 18 heures sur l'esplanade de la Défense (sortie M^e la Défense). À 18h15, départ pour Neuilly pour rejoindre le cortège de la manifestation à Paris au carrefour du Rex, pont Saint-Michel.

Projections de *Ici on noie les Algériens* de Yasmina Adi, en présence de la réalisatrice : à Gennevilliers le 14 octobre à 19 heures, cinéma Jean-Vigo ; à Nanterre le 14 octobre à 21 heures, cinéma les Lunettes ; à Colombes le 16 octobre à 19 heures, cinéma les 4 Clubs, salle L'Algérie, la France et nous, court-métrage de Benjamin Serero

17 octobre 1961

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)



« Les Algériens des années 1950 ont été traités comme les ouvriers de 1891 »

Emmanuel Blanchard est historien, auteur de *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, éditions Nouveau Monde, 2011.

Quel regard neuf portes-tu sur le 17 octobre 1961 ?

J'ai voulu inscrire ce qui s'est passé le 17 octobre 1961 dans un contexte de moyenne durée. Depuis la Libération, les Algériens ont un statut très particulier : les « Français musulmans d'Algérie » restent des colonisés aux droits politiques minorés en Algérie mais disposent de la pleine citoyenneté en métropole, avec en théorie une véritable égalité des droits avec les autres Français, ainsi que la liberté de circulation entre les deux rives de la Méditerranée. Dans la pratique, on peut parler de citoyens diminués. Les Algériens sont pris en charge par la police d'une manière similaire à d'autres populations alors dites « indésirables » : prostituées, vagabonds, homosexuels, nomades... Il y a donc une gradation implicite dans la citoyenneté et les représentations dépréciatives de certains groupes sociaux donnent à la police des pouvoirs augmentés sur ces populations stigmatisées. Le modèle de gestion de ces citoyens diminués est celui de la rafle, un terme employé fréquemment par les acteurs de l'époque [sur l'usage du terme de rafle voir l'article d'E. Blanchard « *Ce que rafler veut dire* » sur le site du Gisti]. Le principe consiste à faire disparaître de l'espace public les personnes dont la présence est construite en problèmes sociaux et politiques. Le mandat politique est de les faire circuler voire de les expulser. Au final, on peut dire que la police oscille vis-à-vis des Algériens en métropole entre pratiques coloniales, police des indésirables et police des étrangers. Les Algériens pauvres, ceux qui sont visibles dans la rue, restent soumis à des mesures dérogeant au droit commun.

Tu évoques dans ton livre deux épisodes méconnus, la répression de la manifestation du 14 juillet 1953 et l'émeute du 30 juillet 1955.

À travers ces épisodes, j'ai voulu montrer qu'il ne s'agissait pas simplement d'une immigration soumise à l'emprise policière. Dans les archives, on voit que dans les quartiers populaires où se déroulaient les rafles, la réponse à la police passait par un affrontement physique. Le 30 juillet 1955, l'interpellation houleuse de deux vendeurs à la sauvette à la Goutte-d'Or a entraîné une émeute. La rue a été investie, des véhicules renversés, un commerce incendié. Le commissariat de la rue Doudeauville a été attaqué. Ce quartier connu à l'époque pour être celui des vendeurs de kif, de cigarettes, de surplus américains, avec le « marché aux voleurs » de la rue Charbonnière, s'est insurgé contre l'opération policière. Le lendemain, le quartier a été bouclé, avec des contrôles systématiques des habitants et des rafles, pour aboutir à l'expulsion des cadres et militants politiques algériens. Dans les années 1980, les porte-parole des enfants de l'immigration ont eu tendance à dire qu'ils ne voulaient pas être soumis et dociles comme leurs pères : or, dès avant la guerre d'indépendance, l'immigration algérienne était particulièrement politisée, développait une indiscipline populaire et un refus de l'emprise policière.

Le deuxième épisode oublié que j'évoque va dans le même sens. Une partie des militants nationalistes algériens ont été socialisés au militantisme durant la période d'activisme communiste (1947-1952), qui correspondait pour le PCF à la volonté de se confronter à l'appareil d'État, notamment en tenant la rue. Il s'agissait d'élever le niveau de réponse physique à la police. L'apogée de cette tactique a été la manifestation contre le général Ridgway – commandant en chef des troupes des Nations unies en Corée –, le 28 mai 1952. Puis le PCF abandonne cette stratégie. Mais le parti nationaliste algérien, le PPA-MTLD (dont une scission sera à l'origine du FLN en 1954) continue de se reconnaître dans ce type de démonstration. Le 1^{er} mai 1951, la police avait dû battre en retraite face aux militants algériens. La vente du journal de l'organisation entraînait aussi des affrontements avec la police.

Le 14 juillet 1953, une partie des manifestants algériens a voulu aller au-delà de la place de la Nation, terme de la manifestation. La riposte policière est à ce moment-là

complètement disproportionnée, selon des modalités qui n'ont plus cours en métropole depuis les années 1930 : un feu nourri éclate, il y a sept morts, des blessés. Une telle répression est habituelle à l'époque en Tunisie et au Maroc face à l'agitation nationaliste. Ce jour-là, la police agit en plein Paris selon les modalités de la répression coloniale. L'historiographie classique de la police décrit un maintien de l'ordre de plus en plus à distance, avec une volonté progressive d'éviter de tuer des manifestants. Le tournant se situe pendant l'entre-deux-guerres et cette évolution est clairement visible dans l'attitude face au mouvement ouvrier. Or cette interprétation ne tient pas concernant les populations colonisées, cibles de l'ancien mode de répression du fait de leur statut de colonisé, des représentations dépréciatives dont ils sont l'objet. Les Algériens du 14 juillet 1953 ont été traités comme des ouvriers de Fourmies le 1^{er} mai 1891 [grève ouvrière réprimée dans le sang par l'armée].

Quels changements apporte la guerre d'Algérie par rapport à l'action de la police ?

Entre 1955 et 1958, l'ensemble des revendications policières sont satisfaites : les Algériens sont encartés, leur liberté de circulation vers la métropole est réduite, ils sont soumis à un internement administratif. Le 17 octobre 1961 apparaît comme la radicalisation de ce qui se faisait auparavant, car le mot d'ordre est de rafler, par tous les moyens, toutes les personnes bravant le couvre-feu : mais elles sont plus de 30 000, hommes, femmes et enfants mêlés ! Ces Algériens sont perçus comme de véritables ennemis intérieurs, ce qui aboutit à un véritable massacre colonial, comparable à celui du 7 décembre 1952 à Casablanca.

La police a pesé fortement dans la fin de la IV^e République. En mai 1958, le régime s'effondre aussi parce que les forces de l'ordre cessent de le soutenir. De Gaulle au pouvoir sait qu'il va mécontenter l'armée en négociant l'indépendance de l'Algérie. Sa priorité est alors de se concilier le soutien de la police. Il lâche la bride sur les Algériens, d'autant que cela sert sa politique en affaiblissant le FLN à la table des négociations. Cet événement a donné lieu à un mensonge d'État en France, mais il a aussi suscité le désintérêt du gouvernement algérien car les responsables de la Fédération de France font partie des vaincus des luttes de faction de l'indépendance. Ils n'avaient donc pas leur place dans la mémoire officielle. L'ouvrage de Marcel et Paulette Péju (*Le 17 octobre des Algériens*, Éditions La Découverte) prévu pour sortir dès 1962 a ainsi été bloqué sur la demande expresse du gouvernement algérien.

Quel parallèle peut-on faire avec l'attitude actuelle de la police dans les quartiers populaires ?

La police des Algériens empruntait à plusieurs répertoires : la police des colonisés, des étrangers, des indésirables et marginaux. Dans certaines situations, aujourd'hui encore, les policiers continuent d'agir aussi loin que le leur permet le pouvoir politique. Ainsi, quand l'ordre doit régner dans les quartiers, on autorise des niveaux de violence plus élevés. Cette violence est à la fois symbolique – avec les contrôles d'identité répétés –, physique, voire institutionnalisée avec les objectifs chiffrés de la police des étrangers. La distinction Français-étrangers n'est pas seulement juridique : elle passe par des formes de racialisation, de stigmatisation, de rejet de la pauvreté. Ces pratiques sont liées à des représentations qui existent depuis plusieurs décennies. Cependant, le contexte socio-politique dans lequel la domination s'exerce est différent de celui de la période coloniale, et il faut le garder à l'esprit, comme le fait que les Algériens des années 1950 n'étaient pas seulement des colonisés : ils étaient certes des cibles pour la police, mais il ne faut oublier ni leur capacité de réaction ni les différences socio-politiques qui traversaient l'immigration.

Propos recueillis par Sylvain Pattieu

17 octobre 1961

jeunes du centre social des Fossés Jean-de-Colombes ; à Bezons le 17 octobre à 19 heures, cinéma les Écrans. À Nanterre, le 15 octobre de 9h30 à 11 heures, débat « *Contexte : l'automne 1961 en région parisienne* », animé par Sylvie Thénault, chargée de recherche au CNRS. RV au cinéma Les Lumières, maison de la musique de Nanterre (RER A Nanterre-Ville).

Montpellier : mobilisation le 15 octobre à 14 heures devant la préfecture. À 20h30, conférence-débat « *Non au racisme d'État d'hier et aujourd'hui. Où en sommes-nous cinquante ans après les massacres du 17 octobre 1961* » organisée par "D'ailleurs nous sommes d'ici" avec le sociologue Saïd Bouamama, spécialiste des questions de migrations, de discrimination et de racisme. RV salle la Margelle, 261 avenue du Biterrois, quartier la Paillade, Montpellier (Tram Saint-Paul Ligne 1).

Sur internet : Mediapart a mis en ligne un « *Appel à la réconciliation et à la vérité* », dont le NPA est signataire.



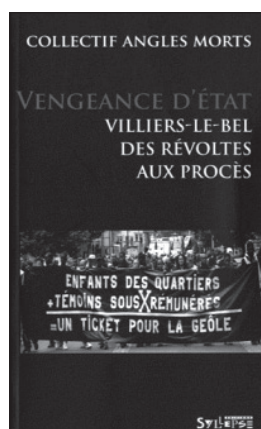
<http://lesmoutonsenrages.fr>

Ils ne sont pas journalistes ou sociologues ni même politologues ou analystes financiers, mais simplement deux internautes. L'un essaye de dénicher les secrets de l'actu, l'autre pimente l'info de bons mots acérés. Curieux et utopistes, leur but est de faire passer l'information par n'importe quel moyen en piochant les articles parfois à gauche, parfois à droite mais en visant toujours en plein dans le mille. Que l'on soit d'accord ou non avec leur point de vue, les articles des moutons enragés suscitent le débat et mettent en avant les informations passées à la trappe... Discutons !

L'essai

VENGEANCE D'ÉTAT VILLIERS-LE-BEL DES RÉVOLTES AU PROCÈS

Collectif
angles
morts
Éditions
Syllepse
150 pages
8 euros



Vendredi 14 octobre à 18h30, la Brèche organise une rencontre avec le collectif angles morts autour du livre *Vengeance d'État*. Cette chronique judiciaire des révoltés de Villiers-le-Bel apporte des clés de lectures politiques d'une justice de classe renforcée par l'origine ethnique. En effet, le scénario se répète inlassablement : mort imputable à la police, ici celle de Mushin et Lakamy, déni politique de la responsabilité policière, révoltes, répressions policière et judiciaire. Or, en 2007 à Villiers-le-Bel, les révoltes des jeunes du quartier obligèrent les forces de l'ordre à se replier. Les procès qui suivirent tenaient donc à sanctionner ces « émeutiers délinquants ». Mais la faiblesse des preuves, l'utilisation de témoignages en parties anonymes obtenus en échange de rémunérations, l'absence de présomption d'innocence, la stigmatisation des banlieusards, la violence et les pressions policières durant l'interpellation, la garde à vue... révèlent un procès inique des banlieues. Au fond, ce qui importe c'est que des individus paient, pas forcément les coupables. De quoi s'interroger sur le plein droit de l'État. Cet État de droit garde toujours le monopole de la violence en légitimant celle de la police/armée. Cependant les révoltés de Villiers démontrent une fois encore la rupture flagrante entre les quartiers et l'espace politique. La confrontation directe avec l'État révèle le refus catégorique de celui-ci. La criminalisation de leurs actes en violence urbaine rendent ces contestations silencieuses alors qu'elles expriment la perte du pouvoir politique, la volonté de respect, de vérité, de justice.

Ce livre écrit en soutien aux inculpés dont le procès en appel a débuté le 4 octobre appelle à la libération de tous les condamnés pour l'exemple (lire aussi page 10).

La Brèche

Pour signer la pétition : rirqrp@gmail.com

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINÉMA

LA GROTTTE DES RÊVES PERDUS

Werner Herzog

Les peintures rupestres de la grotte Chauvet, en Ardèche, sont passionnantes ; entre 30 000 et 35 000 ans, elles sont à la fois belles, émouvantes et mystérieuses. Certes, leur étendue n'est pas énorme, et faire, à leur sujet, un documentaire d'une heure et demie est un défi. Herzog ne le relève pas tout à fait : il y a ces redites, cette musique envahissante, ces contraintes objectives aussi, soyons justes (il faut évidemment des précautions, des restrictions pour filmer ça). Le résultat est malgré tout convaincant : voici quelque chose que nous ne verrons jamais, autrement...

Paul Louis Thirard



LIVRES

FAY

Larry Brown, traduit de l'américain par Daniel Lemoine

Folio Policier / 8,40 euros
Est-il bien raisonnable, lorsque l'on est une jeune fille de 17 ans, de parcourir, seule et en pleine nuit, les routes du Mississippi ? Mais il semble bien que Fay n'ait pas le choix. Elle a décidé de mettre de la distance entre elle et la violence paternelle et de fuir un quotidien à cheval entre travail journalier et vagabondage. Élevée en marge de la société, Fay va petit à petit découvrir à la fois les richesses et la violence que recèle la compagnie des hommes. Entre flic, malfrat et prostituées, la jeune fille s'efforce de trouver sa voie. C'est une plongée dans les bas-fonds du Sud, sans pour autant nous parler d'autre chose que de la vie ordinaire. Larry Brown, un des grands auteurs américains du roman noir, signe là un roman d'apprentissage, aux résonances picaresques, particulièrement sombre et véritablement captivant !

Henri Clément



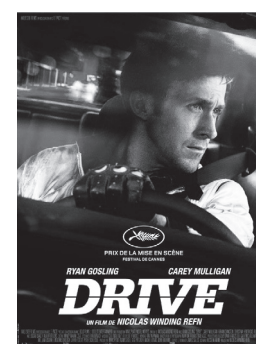
MUSIQUES

NEVERMIND Deluxe édition

Nirvana

Polydor
Comment s'écrit une légende dans le rock ? Au-delà du simple effet de mode et du premier album que *les Inrocks* encense ? Car un « buzz » et une pseudo « sous-culture jeune » ont failli avoir la peau de cet album mythique. L'étiquette fourre-tout du grunge a ainsi presque réussi à occulter combien et comment le rock fut sauvé par Nirvana. Quand explose voici 20 ans – d'où cette édition spéciale, un des derniers moyens de vendre des CD – ce disque d'un petit groupe indépendant de Seattle, peu de monde semblait s'attendre à retrouver cette dimension sismique des guitares électriques. Ni à revoir apparaître une nouvelle icône maudite de la stature de Kurt Cobain. Reste donc ce jalon incontournable dans la longue marche de « ceux qui aiment se bousiller les tympans », dressant un long pont artistique entre le blues et le punk sur le cadavre encore chaud de Black Sabbath.

King Martov



CINÉMA

DRIVE

Nicolas Winding Refn

Encore une palme qui n'a pas été volée ! *Drive*, prix de la mise en scène à Cannes, n'est pas le film que l'on attend. Vous ne verrez pas deux heures de vrombissements, d'éclats de pare-brise et de pare-chocs dans tous les sens. La voiture est là, mais c'est son conducteur que la caméra fixe. Grand angle. Les deux-trois scènes de voitures ne tiennent pas de la course de vitesse. Tout tient au timing, à la maîtrise, la concentration de son conducteur. Ce « driver » dont on ne connaît pas le nom, dont on ne sait d'où il vient ni où et comment il finira. Un personnage mystère, désincarné, aussi attachant que la vulgaire Ford qu'il conduit. Ce mystère transpire sur toute la pellicule, tout n'est qu'apesanteur, même la violence semble suspendue. Un petit bémol pour la fin du film, détail qui n'a que peu d'importance, pour un personnage sans histoire...

Thibault Blondin

EXPOS « Le peuple de Paris chez la marquise de Sévigné »

Jusqu'au 26 février, le musée Carnavalet-Histoire de Paris présente « Le peuple de Paris au XIX^e siècle. Des guinguettes aux barricades », grande exposition retraçant la vie réelle ou fantasmée des Parisiens « d'en bas » au siècle des « émotions populaires ».

« Le peuple de Paris s'invite chez la marquise de Sévigné », annonce plaisamment le dossier de presse, et de fait, les salons de l'aristocratie épistolaire semblent risiblement étroits quand les visiteurs s'y pressent pour tenter d'approcher des quelque 350 images, objets ou documents offerts à leurs regards dans des sortes de ruelles, de corridors ou de cabinets. Ainsi, l'exposition entend évoquer l'exiguïté et l'encombrement des quartiers populaires de la capitale, et pour les petites bousculades qui en résultent, que l'effet soit voulu ou non, c'est plutôt réussi. À se demander si ce public si dense, réuni par le même désir de mieux connaître le sort fait à la majorité des Parisiens de jadis, ne préfigurerait pas des manifestations de rues aussi résolues et nourries, où « le peuple » s'inviterait dans d'autres palais, comme il le fit par exemple en 1848 aux Tuileries. Sélectionner seulement, si l'on ose dire, quelques centaines parmi les millions de pièces conservées sur ce sujet dans les collections publiques parisiennes, à commencer par celles de Carnavalet (150 000 photographies et quantité d'autres objets en cours de numérisation) ou déjà accessibles électroniquement, relevait du tour de force, et les ordonner de façon cohérente ou acceptable, tout autant. Les lieux (quartiers vétustes ou bidonvilles de la zone), les métiers, les conditions de travail et de logement, la pauvreté, et les dangers réels ou supposés qui s'y trouvaient associés, forment les thèmes successifs du parcours, avec un hommage à « l'empathique »

Daumier à travers quinze de ses œuvres dont trois huiles sur bois particulièrement saisissantes, sa *Blanchisseuse* dépassant en pouvoir d'évocation tout ce que Zola écrirait de sa Gervaise quinze ans plus tard. Trois expositions complètent celle-ci, à Carnavalet même une évocation très juste des Halles de Baltard, une autre sur les « grisettes », ou petites mains de la couture parisienne, à la Maison de Balzac et une dernière sur « les Parisiens



au Mont-de-Piété» au siège du Crédit municipal.

Cette attention exceptionnelle des musées de la Ville de Paris aux Parisiens « d'en bas » aurait-elle à voir avec le calendrier électoral ? Quoi qu'il en soit, les visiteurs devront se prémunir contre un défaut inhérent à ce parcours thématique, l'accent mis sur des situations données plutôt que sur leur devenir, comme si le XIX^e siècle n'avait pas été celui des grandes transformations. À cet effacement de la dimension historique qu'il reviendra aux visiteurs de restituer, s'ajoutent parfois des fourre-tout douteux, comme en offre spécialement la dernière salle, « *Peurs sur la ville* ». Non contente d'illustrer la formule « classes laborieuses, classes dangereuses », elle mêle « insurrections, bas-fonds, alcoolisme, apaches, gamin graine de délinquant », scènes de barricades et spécimens de coup de poing américain, de sorte que ce n'est plus « le peuple de Paris » qui est figuré, mais les fantômes que s'en sont créés les héritiers de la marquise de Sévigné. Si ces rapprochements confus et confondants sont dus au manque d'espace, c'est que de tels palais sont décidément trop petits pour le peuple.

Gilles Bounoure

La Blanchisseuse, vers 1863, Honoré Daumier (1808-1879). Huile sur bois, (c) RMN (Musée d'Orsay) / Hervé Lewandowski

Violences faites aux femmes : l'intolérable banalisation médiatique

La semaine dernière, deux émissions de radio sont venues rappeler l'intolérable banalisation des violences faites aux femmes, quand celles-ci ne sont pas tout simplement rendues invisibles. Retour sur les formes prises par ce sexisme médiatique.



Paris, le 17 octobre 2009. Manifestation nationale pour les droits des femmes. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

« **U**n simple trousseage de domestique » (Jean-François Kahn), « il n'y a pas mort d'homme » (Jack Lang), accusation « absurde » (BHL), etc. On s'en souvient : l'« affaire DSK » a suscité un déferlement de sexisme parmi les élites politico-médiatiques, ravivant spontanément parmi elles des solidarités de genre mais aussi de classe¹. Heureusement, cette « affaire » a eu le mérite de révéler – à celles et ceux qui auraient voulu l'oublier – l'actualité du combat féministe, contre le mythe d'une émancipation déjà conquise. Mais elle semble avoir aussi eu pour effet une libération de la parole sexiste, notamment dans les grands médias. Deux exemples illustrent cette tendance : celui des propos tenus le lundi 3 octobre par plusieurs chroniqueurs dans une émission diffusée par la radio RMC, et celui d'Ivan Levaï, journaliste interviewé jeudi 6 octobre par Pascal Clark sur France Inter. Deux profils bien distincts mais une même banalisation du sexisme².

PREMIER ACTE

L'émission de RMC s'est distinguée d'abord, en réaction à la défaite de l'équipe de France face aux Tonga, par l'appel viriliste à « se faire pousser des couilles ». Sébastien Chabal, rugbyman et chroniqueur à ses heures perdues, énonce même l'étrange « règle des 3C » : « des couilles, des couilles et encore des couilles ». Évoquant l'équipe d'Angleterre, l'animateur de l'émission (et ancien rugbyman) Vincent Moscato conclut cet échange en faisant l'éloge de l'impérialisme anglais au nom... des « couilles » évidemment : « Je crois que sincèrement ils ont envahi le monde, pas

parce qu'ils étaient des couilles molles. Tu vois c'étaient les rois sur les mers, sur les airs, partout, parce que c'étaient des mecs qui avaient des couilles, c'est tout, simplement ».

Mais le pire est malheureusement à venir. Amenés à commenter le cas de trois joueurs anglais qui auraient harcelé sexuellement une femme de chambre, Moscato et l'ancien joueur de football Éric Di Méco ne vont pas seulement justifier le harcèlement mais en faire l'apologie. Moscato donne le ton en faisant mine de s'inquiéter : « Moi ce que je trouve c'est que ça va tuer le métier des femmes de chambre. Ils vont mettre dans tous les hôtels du monde des gros barbus, des Maoris, des machins, elles se tuent le boulot elles-mêmes ! » Puis il avoue s'être lui-même livré à de tels comportements : « tout le monde l'a fait. T'es là t'es en petite tenue : la femme de chambre elle rentre, t'as le chichi sur le côté, ça c'est ta spécialité ». Di Méco confirme, appelant à souder les hommes sur la base du mépris des femmes : « on a fait des horreurs, tous, c'est pour ça qu'on est un peu emmerdé quand on parle de ça, mais on a tous fait des horreurs. [...] La vie de groupe c'est d'aller sortir le chichi à la femme de ménage. On est trois, on rigole ».

DEUXIÈME ACTE

Ivan Levaï n'est pas un nouveau venu dans le journalisme puisqu'il est passé depuis les années 1960 par de nombreux médias écrits ou audiovisuels. Récemment auteur d'un livre sur « l'affaire DSK », il revient sur ce qu'il a choisi de présenter comme la « chronique d'une exécution ». Commençant par réduire les actes reprochés à Strauss-Kahn à un simple « incident », il écarte d'emblée la possibilité du viol en se

demandant gravement pourquoi Nafissatou Diallo n'est pas sortie instantanément de la chambre en voyant un homme nu sortir de sa douche. De même reproche-t-il à Claire Chazal, dans son interview de DSK, de ne pas avoir demandé « qui a fait des avances à qui ».

Car si Levaï a tant de mal à prendre au sérieux ce dont on accuse Strauss-Kahn, ce n'est pas seulement qu'il est un ami de longue date (et ex-mari d'Anne Sinclair), mais parce qu'il a sa petite idée sur le viol : « Parce que pour un viol il faut un couteau, un pistolet, etc., je ne crois pas au viol ». Contredit par Pascale Clark, Levaï prend prétexte de la « taille » de Nafissatou Diallo pour rejeter en bloc l'accusation. Mais cela ne suffit pas : afin d'ôter une bonne fois toute crédibilité au témoignage de cette dernière, notre enquêteur de haut vol invente un chiffre : parmi les 75 000 viols recensés en France chaque année, « 10 % sont des fantasmes et des faux ». Le combat pour l'éradication des violences faites aux femmes doit passer aussi par une critique de l'ensemble des discours qui justifient ces violences ou nient la parole des victimes. Bénéficiant d'une autorité médiatique, ces discours contribuent en effet fortement au fait que 90 % des viols ne donnent pas lieu à plainte et que 98 % n'entraînent aucune condamnation.

Léo Carvalho

1. Lire *Un trousseage de domestique*, coordonné par Christine Delphy, Paris, Syllepse, 2011 (chroniqué dans *Tout est à nous !* n° 117).

2. Pour une analyse plus approfondie de ces deux cas, voir les articles que leur a consacrés Acrimed sur son site : www.acrimed.org

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Juger les partis sur leurs actes.

A. G. (Finistère) : Le 23 septembre 2011, le bureau de la communauté urbaine de Brest-Métropole-Océane a voté à la majorité, avec seulement deux voix contre (MM. Joanny et Briand, élus Verts), la résolution B2011-09-224 décidant de l'organisation à Brest de l'élection de Miss France. Ce faisant, le PS et le Front de Gauche brestois ont voté l'attribution d'une subvention de 237 000 euros pour l'entreprise privée Miss France (Endémol), au moment où tant d'associations manquent de moyens. Le PS majoritaire et ses fidèles alliés, le PCF (Maxime Paul) et le Parti de gauche (Alain Jouis) ont donc apporté leurs voix, tout

comme la droite, à cette manifestation basée sur le sexisme, la compétition, au mépris des valeurs de l'égalité des genres. Reconnaissons aux Verts brestois d'avoir été les seuls à voter contre.

Curatelle. R. G. (Bouches-du-Rhône) : Je suis en ALD et sous curatelle. Mon souhait est de m'en défaire car, si j'ai été malade mental à la suite d'un coma survenu en 1982, à l'heure actuelle je vais bien, merci, et je sais où j'en suis ! Mais nous sommes en France et [...] la notion de malade mental, pour les gens, c'est ad vitam aeternam [...]. Bref, c'est une galère sans nom pour m'extraire, j'ai bien essayé la procédure

« normale » mais à chaque fois, les psychiatres font ce qu'ils veulent, c'est connu, et rebelote. Je souhaiterais désormais voler de mes propres ailes car j'ai assez enrichi des requins qui ne savent pas mieux faire que moi mais eux ont un mandat des tribunaux. Grâce à cette curatelle, je n'ai plus de voiture alors que j'avais tous les permis et je marche ou j'utilise les transports en commun depuis 1992. Le reste du temps, « débrouille-toi ! ». Les tribunaux ne veulent pas me lâcher car les gens comme moi sont une rente viagère pour beaucoup d'associations ou autres groupuscules.

Tribune position B

Sortir de l'impuissance, se tourner vers l'extérieur !

Il y a un décalage substantiel entre la situation et les capacités d'expression et d'action du NPA. Ainsi, alors que s'effectue sous nos yeux, avec l'accélération des crises économique et écologique, un véritable basculement du monde, alors que l'Union européenne vacille sur ces bases, que les politiques d'austérité redoublent, le NPA semble aphone.

Si aujourd'hui la question de la dette est bien la mère de toutes les batailles, elle est malheureusement encore très loin d'être gagnée idéologiquement. Le refus de payer la dette n'est pas devenu un mot d'ordre universel. La tentation est grande pour de nombreux travailleurs d'accepter le discours d'un François Hollande expliquant qu'il faudra se serrer un peu la ceinture. Pour desserrer l'étau, il ne suffit pas d'expliquer la crise. Il faut radicaliser et politiser le sentiment de révolte qu'alimentent les politiques d'austérité.

Dans un tel contexte, le cours suivi par la direction du NPA ne cesse de nous inquiéter. Pour se dispenser de la bataille politique concrète, de nombreux camarades considèrent comme acquis ce qu'il faut conquérir. Ils considèrent que la revendication d'audit n'est pas porteuse d'une remise en cause radicale du système, oubliant qu'elle met au cœur de la mobilisation l'idée que les salariéEs doivent reprendre les choses en main. Ils justifient ainsi leur refus de construire un large front de résistance. Ils nient les possibles convergences immédiates, fermant la possibilité de mettre les masses en mouvement, nous condamnant à l'inutilité...

Grâce à une bataille opiniâtre, la résolution du CPN a repoussé ces conceptions et repris l'articulation moratoire/audit/annulation défendue notamment par la position B. Mais il y a loin entre le texte voté et sa mise en œuvre !

Ainsi, le NPA n'est pas pour l'heure tourné vers l'extérieur. Ses propositions sont inaudibles. Le champ politique n'est pourtant pas un désert. Divers éléments – et notamment le succès des primaires du PS ! – témoignent au contraire d'une volonté de débattre, de rechercher des solutions face à la crise. Le débat politique généré sur cette question n'est plus cantonné ni aux sphères dirigeantes ni aux franges militantes. Mais le NPA est absent. Absent du débat sur la démondialisation, sur la nationalisation des banques. Trop peu audible sur la question du nucléaire. Absent du débat sur la démocratie, qui émerge avec force notamment du mouvement des « Indignés ». Nous devrions pourtant mettre au cœur de notre réflexion cette question décisive, celle d'une démocratie réelle et participative, structurante de toute stratégie de rupture, qui mérite mieux que d'incantatoires appels à la grève générale.

La situation permettrait de faire de la politique, si nous ne refusions pas d'en faire par peur de la confrontation avec d'autres, si nous ne nous enfermions pas dans l'illusion gauchiste d'un dialogue direct avec les masses.

Nous proposons aujourd'hui ce qui devrait selon nous être la politique du NPA :

- prendre à bras le corps la question de la dette, être les meilleurs constructeurs de la mobilisation unitaire nécessaire pour l'arrêt du paiement de la dette et un audit populaire ;
- préparer l'après-2012 et l'après-Sarkozy, c'est-à-dire s'inscrire résolument dans la volonté de battre la droite et commencer à regrouper les forces disponibles pour constituer un bloc « anticrise », une opposition de gauche à la politique social-libérale qui sera mise en œuvre en cas de victoire du PS.

La réunion nationale de la position B, les 5 et 6 novembre, sera l'occasion d'en discuter.
Fred Borras, Guillaume Floris, Ingrid Hayes, Monique Migneau

Pour contacter la position B, écrire à npa.positionb@gmail.com

M-real : le droit à l'emploi avant le droit de propriété !

Au premier plan de la lutte pour l'emploi, dans la région comme dans la branche papetière nationale, la papeterie M-real, située entre Rouen (Seine-Maritime) et Louviers (Eure) fait de nouveau l'actualité : en mai, le groupe finlandais annonçait sa volonté de fermer en septembre, à moins qu'un repreneur sérieux ne se manifeste. Pure précaution de langage pour des gens qui comptaient sur la brutalité de leur annonce pour casser le moral des 600 salariéEs du site, à peine un an après une longue et dure bataille contre un précédent plan de fermeture et 75 suppressions d'emplois. La mobilisation a repris, avec la réactivation du « collectif pour le maintien et le développement de l'emploi » (voir *Tout est à nous !* n° 104). L'avenir de l'usine et de ses 600 emplois est devenu une affaire à l'échelle de toute la Haute-Normandie. C'est ainsi que le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire, chef de file de l'UMP régionale, n'a pu faire autrement que de rencontrer le PDG, alors que l'usine est en « arrêt conjoncturel » jusqu'au 15 octobre. La colère monte devant les mensonges et les incohérences : des repreneurs potentiels ?

Il y en a trois. Mais pour l'instant, M-real affirme qu'il ne signera qu'avec un groupe qui s'engagera à utiliser l'argent reçu sur le site et à le maintenir et le développer durant au minimum deux ans, et que c'est pour faire pression sur les racheteurs que le groupe a été « contraint » d'arrêter l'usine. En réalité, il aurait préféré payer les indemnités d'un PSE. Sauf que les salariéEs, quel que soit leur employeur direct, savent que les emplois sont rares. Désormais, une lutte dos au mur s'engage : plus de baratin, des engagements concrets ! Depuis le début du combat, le NPA se bat pour le gel des avoirs du groupe en France, le remboursement des subventions reçues, l'obligation de dépolluer. M-real veut partir, qu'il parte, mais l'outil de production reste ! Les travailleurs savent s'en servir et toutes les compétences pour continuer l'activité sont là. Les propositions des repreneurs potentiels doivent être rendues publiques, et tous les emplois doivent être maintenus.

Correspondants

Lantenay : la population dit non aux gaz de schiste !

Le 9 octobre, le NPA jurassien a répondu à l'appel des collectifs « Non aux gaz de schistes » pour la manifestation organisée à Lantenay (Ain). En effet, la société Celtique énergie a déposé une demande de permis d'exploration (cette zone fait partie du permis « les Moussières ») et est en pourparlers avec la commune depuis le début de l'année.

Il est bon de se souvenir qu'en 1989, à Chaleyriat - à deux pas de Lantenay -, Esso Rep avait déjà prospecté et provoqué la pollution définitive de la source de la Moullaz.

Environ 600 personnes se sont retrouvées pour protester contre cette recherche éfrénée de pétrole au mépris de l'environnement et des populations. Des élus de l'Ain et du Jura sont venus apporter leur soutien, il y a eu de nombreuses prises de parole, la conclusion a été faite par un enfant avec beaucoup de conviction : « les forages vont empoisonner notre eau ! »

La bataille est loin d'être finie mais cette journée a montré la capacité de mobilisation et la réactivité des collectifs : les sociétés pétrolières ne feront pas la loi si nous restons vigilants et prenons notre avenir en main !

Que ce soit pour le nucléaire ou le pétrole, nous sommes à un moment crucial pour nos choix en matière d'énergies, la nature ne va pas attendre tranquillement encore dix ou vingt ans que les décisions importantes soient prises dans les salons gouvernementaux, c'est à nous tous de nous y mettre et d'imposer nos choix pour un avenir meilleur : économies d'énergie et développement des énergies renouvelables, développement de transports en commun efficaces, utiles à tous, circuits courts, etc. Et un vrai service public de l'énergie au service des populations et non des actionnaires !

Correspondant



(DR)

Villiers-le-Bel : un procès politique

Le procès en appel des tireurs présumés de Villiers-le-Bel s'est ouvert le 4 octobre au tribunal de grande instance de Nanterre. L'atmosphère y est lourde, deux ans après des verdicts qualifiés de « signal fort adressé aux délinquants » par Brice Hortefeux : trois mois fermes pour vol de cigarettes, un à trois ans fermes pour jet de projectiles, trois à quinze ans fermes pour les cinq accusés d'avoir tiré sur des policiers. Des condamnations pour ces derniers sans aucune preuve matérielle, des condamnés pour l'exemple.

D'entrée, le président du tribunal a souligné la chance que dans cette confrontation il n'y ait pas eu de mort : c'est une fois de plus oublier celle des deux jeunes en moto, Moushin et Lakhamy, percutés par un véhicule de police le 25 novembre 2007, qui a été à l'origine des révoltes. Le meilleur réquisitoire dans cette affaire est celui de Nicolas Sarkozy qui, quatre jours après la mort des deux jeunes, déclarait, devant un parterre de 2000 policiers et en présence des ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice : « Ce qui s'est passé à Villiers-le-Bel n'a rien à voir avec une crise sociale, ça a tout à voir avec la voyoucratie ». Et d'ajouter : « Mettez les moyens que vous voulez, c'est une priorité absolue ».

Il a été entendu, d'abord dans le choix de la juge d'instruction en charge du dossier des révoltes : c'est cette même magistrate qui a ordonné un non-lieu pour les policiers impliqués dans le choc criminel. Mais c'était sans compter sur la détermination des familles qui ont fait appel, démontrant, expertise technique à l'appui, que les policiers avaient menti lors de leur déposition et que leur véhicule au moment du choc était en phase d'accélération, à 64 km/h et sans gyrophaire. Depuis, le policier conducteur a été mis en examen et devrait comparaître dans les semaines à venir.

Les moyens, ce sont aussi les 1 500 flics armés jusqu'au tronc cérébral qui, le 18 février 2008 dès 6 heures du matin, ont fracassé à coups de bélier des dizaines de portes dans les quartiers de Villiers-le-Bel,



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

pointant leur fusil automatique sur la tempe de parents et d'enfants qui disent ne s'en être toujours pas remis à ce jour. Un coup de filet médiatique, pour en tout et pour tout quelques grammes de shit.

Alors même que l'enquête sur la mort de Moushin et Lakhamy piétinait et que police et justice ignoraient les nombreux témoignages, les mêmes mettaient en œuvre la délation rémunérée inscrite dans la loi Perben que Maurice Rajsfus, témoin au procès, qualifiera de « loi scélérate ». Au final, sur les quatre témoins sous X, un seul a fait sa déclaration sur un écran, visage dissimulé ; on a découvert plus tard qu'il s'agissait d'un indicateur de la brigade des stupés. Quant aux rares autres témoins à visage découvert, plusieurs ont fait état des pressions exercées à leur rencontre par les policiers. L'un d'eux a dit avoir été reçu à l'Élysée par un conseiller de la Garde des sceaux Rachida Dati qui lui a demandé de faire un faux témoignage en échange de sa remise en liberté et de la récupération de son permis de conduire. Aujourd'hui, il revient à la barre pour témoigner de ces pressions, après avoir porté plainte contre la police. De preuves matérielles, le dossier est vide : des ADN prélevés aux bandes vidéos, en passant par des armes non retrouvées.

Quant au zonage des portables, comme vient de l'indiquer un expert jeudi dernier : « Il est impossible de localiser géographiquement un téléphone portable avec précision à moins de 5 km ».

Dès lors, la cour convoque comme éléments à charge des arguments culturalistes, comme quand le président s'acharne par ses questions à faire un lien entre la polygamie et le comportement « déviant » de l'un des accusés.

Tout au long de ce procès, sont évacuées la question sociale, celle des discriminations racistes et celle des violences policières. Un procès que le gouvernement veut dépolitiser et ethniciser en y affirmant la responsabilité individuelle et le manque d'intégration ; l'un des pères des accusés disait la semaine dernière : « Aujourd'hui on juge mon fils, un jour il faudra juger la société ». En attendant, il ne tient qu'aux forces politiques, syndicales et associatives de porter la dimension politique de ce procès et se retrouver ensemble pour exiger aux côtés du collectif « Respect vérité justice », la relaxe d'Abderrahmane Kamara, Adama Kamara, Ibrahima Sow, Maka Kanté et Samuel Lambalamba.

Omar Slaouti
(lire aussi page 9)

Lille : une belle réaction antifasciste

Le 8 octobre, la Vlaams Huis (Maison flamande, local d'extrême droite) organisait près de Lille une fête du cochon pour s'opposer au hallal et à « l'islamisation ». Sentant un climat politique favorable, la VH en profitait pour annoncer une manifestation nationale à Lille.

Par peur de voir leur initiative interdite, les organisateurs passèrent la semaine à crier partout qu'ils n'étaient pas d'extrême droite, ce dont personne ne fut dupe. Claude Hermant, le chef de la VH, et le sinistre Serge Ayoub (leader du groupuscule Troisième Voie) auront bien du mal à faire oublier leurs passés : barbouze et ancien du service d'ordre du FN pour l'un, meneur des skins fascistes parisiens des années 1980 pour l'autre.

Afin de brouiller les repères idéologiques, la manif fut déposée sur des revendications sociales et en hommage à Roger Salengro. Outre que la ficelle était vraiment grosse, la récupération cynique était en plus immonde quand on sait que Salengro, ancien maire de Lille, fut poussé au suicide par une campagne infamante d'extrême droite sous le Front populaire. Avec le renfort du Front comtois, des Nationalistes autonomes lorrains, des Belges de Nation, environ 500 militants d'extrême droite radicale ont défilé dans des rues périphériques vides sous la bannière d'un obscur Front populaire solidariste. Le service d'ordre eut bien du mal à faire respecter les consignes de manif sociale, s'échinant à couvrir les slogans nationalistes habituels, ou à faire taire ceux qui se présentaient comme identitaires à la



(PATRICE BARDET)

presse, au lieu de solidaristes. Dans leur stratégie de récupération de symboles ouvriers, ils ont terminé place Degeyter, du nom du marxiste belge compositeur de *l'Internationale*, où ils ont été conspués par des habitants de ce quartier populaire et mérité.

Au même moment, à l'autre bout de la ville, défilait le cortège du collectif unitaire antifasciste. Ayant visiblement mal mesuré l'ampleur de la dynamique impulsée par ce collectif, la préfecture avait annoncé dans la presse que nous serions 300... nous étions plus de 2000 ! Et cela aurait pu être encore mieux sans l'absence notable de certaines organisations, et sans la paranoïa distillée par une certaine presse, souhaitant sûrement que cela tourne mal, ce qui ne fut pas le cas.

Si l'on peut regretter que les autorités aient laissé l'extrême droite radicale parader et qu'elle nous ait interdit le centre-ville, le but de la manif était malgré tout atteint : écraser numériquement les fascistes, dans l'unité, les rendre inaudibles dans des rues désertes tandis que nous étions visibles dans un quartier populaire, mobiliser la population lilloise (et d'autres régions venues en soutien) pour faire avancer nos valeurs de solidarité et de métissage. Et, surtout, redonner des habitudes de travail antifasciste unitaire aux organisations de la région. En cadeau, à leur retour à Besançon, les nerfs du Front comtois ont pu admirer le magnifique piratage de leur site par des antifascistes !

Antoine Sindelar

Parrainages, mode d'emploi

Notre camarade Jean-Paul Valette, spécialiste des obtentions de signatures auprès des maires pour les présidentielles, nous fait part de son expérience sur les routes.

Il y a-t-il une méthode particulière pour obtenir un parrainage?

C'est avant tout beaucoup de boulot, 7000 km et 7000 coups de fil pour 24 signatures à l'arrivée en 2006/2007 (400 maires vus ou contactés). Mon approche orale ou par courrier (que je laisse en cas d'absence) est toujours à peu près la même : « je te laisse le courrier de Philippe Poutou et Olivier Besancenot et le pré-formulaire de signature que tu peux m'envoyer signé à Sarlat, comme tu le sais, un parrainage n'est pas un soutien politique mais un geste démocratique pour offrir un choix correct aux électeurs; la loi vous donne en effet le droit et le devoir d'assurer la présence au premier tour de tous les courants politiques significatifs (Olivier était le deuxième à gauche derrière Ségolène en 2007); je compte sur toi; je te recontacterai... ».

Des choses à ne surtout ne pas faire ?

Éviter le téléphone pour un premier contact, rien ne vaut le contact direct en mairie ou au domicile du maire.

Quel est le lieu où tu « tournes » et comment arrives-tu à obtenir autant de signatures ?

Je « prospecte » en priorité dans le grand Sarladais près de chez moi sur le tiers sud-est du département de la Dordogne où je connais déjà, pour des tas de raisons, beaucoup de maires que je tutoie d'ailleurs pour la plupart (même quand je ne les connais pas ou peu). En temps que vieux militant politique, associatif, syndical et prof retraité, je les considère (et c'est réciproque) comme des collègues de « service public » que j'ai pu rencontrer dans les manifs « retraites » ou « gaz de schiste » ou pour les sénatoriales en



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

2008 à la préfecture où j'ai participé comme conseiller municipal de Sarlat à l'élection du dernier sénateur UMP.

Y a-t-il un profil type de maire qui donne sa signature ?

Avant tout, des maires plutôt divers gauche de petites communes, paysans (il y en a de moins en moins), artisans ou salariés de condition modeste qui ont, même s'ils ne nous soutiennent pas, de la sympathie pour notre engagement anticapitaliste. Statistiquement les femmes signent plus volontiers que les hommes, plus courageuses peut-être. Ne surtout pas négliger les maires délégués des communes associées.

Y a-t-il des réponses redondantes autant dans les refus que pour ceux qui acceptent ?

« Je ne signe pour personne » ou « mon conseil ne serait pas d'accord » (je me suis proposé plusieurs fois de venir expliquer la démarche au prochain conseil). La peur d'un 21 avril était forte en 2006, moins présente en 2011 même si des maires de gauche ne nous

trouvent pas assez clairs sur le deuxième tour. Un maire qui avait signé en 2002 puis refusé en 2007 (« Besancenot il déconne ») a accepté cette fois (« c'est un ouvrier il faut l'aider le petit »).

Combien de fois passes-tu voir un maire avant d'obtenir une signature ?

Il faut déjà parfois passer plusieurs fois avant de voir le maire mais le plus souvent ils signent dès la première rencontre. Parfois c'est au bout de la troisième ou quatrième rencontre pour ceux qui veulent voir comment se développe l'offre politique. Pour certains maires, entre les visites et les coups de fil au domicile ou en mairie, on arrive assez vite à une quinzaine de « contacts », d'où l'intérêt d'obtenir le numéro de portable dès que c'est possible.

As-tu des anecdotes particulières sur la question des parrainages ?

Oui, des tas : par exemple j'attendais un maire à sa ferme quand sa femme a vu sur la colline d'en face les vaches échappées de l'enclos entrer

dans le champ de blé; je lui ai proposé de l'emmener avec ma voiture remettre de l'ordre chez ces effrontées, je vous raconte pas la tête de l'élu me voyant partir avec sa femme quand je l'ai croisé sur la petite route descendant de la ferme...

Toi qui as fait plusieurs campagnes de signatures, sont-elles toutes différentes? Est-ce plus dur aujourd'hui ?

Je pense que la plupart des maires ont intégré leur responsabilité d'assurer la présence de tous les courants politiques. À l'été 2001, j'avais obtenue 40 promesses en six semaines pour l'inconnu Besancenot, en particulier auprès des nouveaux maires élus en 2001. Les nouveaux de 2008 sont sans doute aussi un peu plus réceptifs et comme je l'ai déjà dit, la crainte d'un 21 avril s'est estompée. Le plus dur c'est de partir... et puis la campagne est belle à toutes les saisons et le GPS ça aide bien parfois, même si ça ne marche pas toujours...

Propos recueillis par Thibaut Blondin

Poutou, titi parisien !

Dur dur la vie de candidat ! La journée du 11 octobre ne s'annonçait pas de tout repos, elle a tenu toutes ses promesses : embauche à l'usine à 6h30, puis débrayage à 10h30, juste le temps de s'éclipser avant de sauter dans un avion et rejoindre la manif parisienne. À l'arrivée, un point fixe du NPA que les camarades ont manifestement mieux organisé que d'habitude (mais ça, c'est pour les mauvaises langues parisiennes). Le temps de s'installer et déjà arrive la tête de cortège. Les premiers photographes aussi, en tir groupé : « candidat inconnu » c'est parfois vite dit quand on vous mitraille plein pot ! Un petit groupe de salariéEs de Thalès vient discuter, demande qu'on vienne les voir, mais avec l'agenda ce sera difficile. Les camarades du NPA passent les unEs après les autres, fonduEs dans les cortèges syndicaux. Ce sont forcément les plus prompts à reconnaître « leur » candidat, les seuls parfois, mais ce sont quelques mots d'encouragement, l'occasion de faire connaissance. Olivier n'est pas loin. Puis une télé, une deuxième

télé. Le « candidat inconnu » apprend à se faire connaître. Avec M6, c'est un peu agité : le cortège lycéen arrive juste à ce moment-là ! Mieux vaut garer ses fesses si on ne veut pas se laisser emporter, caméras et candidat compris. Et pendant ce temps, la diffusion des tracts au point fixe continue. Des slogans, des chansons. La lutte des Fralib s'est invitée au stand. Vente des produits de la boîte en solidarité. « On ne paiera pas leur crise », « Faisons comme les Fralib, pas besoin de patron ! » Le cortège s'épuise lentement. Et toujours quelques curieux : « Vous avez vu la pub du crédit agricole ? Le gars sur l'affiche, il vous ressemble. Et puis ils ont un bon slogan : "le bon sens a de l'avenir". C'est pas mal non ? » « Ben oui, ça tombe bien, on manquait d'un slogan de campagne. Mais dites, le "bon sens" ça ne serait pas d'exproprier les banquiers, par hasard ? » « Sûrement ! » Une idée à creuser, en effet. Seulement voilà, le cortège a quand même fini par s'épuiser. Deux bonnes heures pour une première parisienne, c'est plutôt bien, mais il faut vite reprendre l'avion :

mercredi, c'est à nouveau l'embauche dès 6h30. Et mercredi soir, c'est le grand jour, le premier meeting à Bordeaux. Il va falloir tenir le rythme. Après, il y aura Marseille puis Toulouse dans les jours qui viennent.

Qui a dit qu'on n'allait pas faire marrer le « candidat ouvrier » ? En plus, il est volontaire. Incroyable, non ?

Jean-François Cabral



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :

N° DE COMPTE :

CLÉ RIB :

Date :

Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
- Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



-FAUVOUR-

Marée noire. La Nouvelle-Zélande qui est actuellement sous le feu de l'actualité pour la coupe du monde de rugby est surtout sous la menace d'une marée noire. Selon son ministre de l'Environnement, il pourrait s'agir de « la pire catastrophe écologique maritime » de l'histoire du pays. Mardi 11 octobre, de 130 à 350 tonnes de fioul lourd s'étaient déjà échappées du cargo libérien qui s'est échoué au large de la côte. Mais ce sont près de 1 700 tonnes qui restent dans la coque qui risque de se briser. Lundi, des boulettes de carburant avaient déjà atteint la côte et tué de nombreux oiseaux. Le site abrite dauphins, baleines et oiseaux marins. Le nombre insupportable de marées noires est une raison supplémentaire pour trouver sans attendre des alternatives au tout pétrole.

CDD : France télévisions une fois de plus condamnée. Le 15 septembre, la cour d'appel de Paris a condamné France télévisions pour usage injustifié de CDD. Cela fait déjà plus de 150 condamnations pour les mêmes faits ! Cette fois, la cour ne s'est pas contentée de demander la requalification des contrats en CDI, elle a condamné France télévisions pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme. France télévisions devra verser en outre une indemnité de 650 000 euros. Il faut espérer que ce genre de décisions qui touche directement au nerf de la guerre incitera la direction à ne plus utiliser les CDD comme variable d'ajustement dans sa recherche de flexibilité.

En grèce, l'austérité ne passe pas. Au début de l'après-midi du mardi 11 octobre, la troïka a donné son feu vert au déblocage d'une nouvelle tranche de prêt (lire p. 5) en échange de nouveaux sacrifices supportés exclusivement par les moins riches. En attendant une nouvelle grève générale, prévue le 19 octobre, des fonctionnaires ont immédiatement organisé le blocage de plusieurs ministères, des enseignants et des employés municipaux ont cessé le travail et une raffinerie a fermé. Il devrait être rejoints d'ici la fin de la semaine par les personnels des hôpitaux et des prisons et la semaine prochaine par les salariés de l'administration fiscale et des banques. À suivre...

Les pompiers mettent le feu ! Les agents chargés de la sécurité incendie de la gare de Paris Austerlitz sont en grève illimitée depuis le lundi 3 octobre. La SNCF confie la gestion de nombreux services à des sociétés privées comme Lancry, filiale du groupe Atalian au chiffre d'affaires doublé en deux ans avec 1 milliard d'euros en 2010. Comme toute sous-traitance, elle vise à dégrader les

conditions sociales des travailleurs en les mettant en concurrence. Revendiquant une grille revalorisée des salaires qui équivaldrait à une augmentation d'environ 150 euros par mois et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, les grévistes ont durci leur mouvement avec l'occupation du lieu de travail précédée de l'expulsion des cadres censés les remplacer. La protection incendie n'étant plus assurée, la gare menaçait d'être fermée. Les dirigeants de la SNCF et de Lancry ont alors fait intervenir les CRS pour rouvrir le poste. Mais c'était sans compter le renfort d'une centaine de salariéEs du quartier (Caisse d'épargne, Bibliothèque de France...) dont plus de la moitié était des cheminotEs du site. Bien que le barrage ait fini par être démonté, la solidarité a renforcé la détermination des grévistes qui maintiennent aujourd'hui leur piquet dans la cour de la gare. Nous nous reconnaissons dans leur lutte que nous devons mener avec eux. Mêmes patrons, même combat ! **Le comité NPA des cheminots de Paris Austerlitz.**

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction : 01 48 70 42 27
 Diffusion : 01 48 70 42 31
 Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Mail : redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN : 1969-8178
 Commission paritaire : 0414 P 11508
 Tirage : 6500 exemplaires
 Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

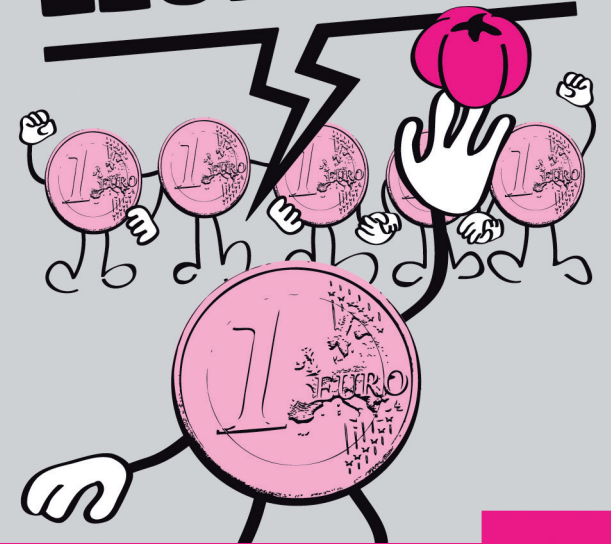
d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication :
 François Coustal
 Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr



SOUSCRIPTION #2011

Association de financement « NPA souscription », 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.
 Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

NOS MOYENS DÉTERMINENT LEUR FIN !



Cette année, le NPA fait encore appel à celles et ceux qui partagent nos colères, nos combats, nos espoirs ou tout simplement la volonté de faire vivre le pluralisme. Tracts, affiches, autocollants, banderoles, l'hebdo et la revue Tout est à nous !, solidarité avec les luttes, etc. cela vaut le coup, mais cela a un coût. Le NPA a comme ressources les cotisations de ses adhérentEs et vos dons. Dans cette période de crise qui nous touche toutes et tous, nous en appelons donc à nouveau à votre solidarité pour nous donner les moyens de nous battre. L'objectif est de rassembler 350 000 € d'ici le 31 décembre. Pour les luttes actuelles et pour les combats futurs, militantEs, sympathisantEs, aidez-nous à faire vivre notre presse et notre présence dans les mobilisations. D'avance, merci à toutes et tous.

CHÔMAGE, PRÉCARITÉ Les raisons de la colère



Paris, le 8 octobre. Les collectifs de chômeurs et de précaires s'étaient donné rendez-vous place de Stalingrad pour protester contre l'austérité. Quelque 1500 personnes ont défilé jusqu'à la place de Clichy. (PHOTO THÈQUE ROUGE/CHRISTIAN)



NOM _____
 PRÉNOM _____
 ADRESSE _____
 _____ CODE POSTAL _____
 VILLE _____
 MONTANT € _____
 Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil



Notre camarade Léonce Aguirre a été brutalement emporté par une méningite foudroyante, le 29 septembre. Léonce Aguirre était membre du Comité exécutif et du Conseil politique national du NPA.

C'était un militant inflexible qui a commencé dès le plus jeune âge en Suisse dans les années 1970, à lutter contre toutes les injustices. Installé à Paris en 1976, il a été longtemps dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire et a participé activement à la fondation du NPA pour en faire un parti anticapitaliste large et ouvert.

Aguirre était joyeux et déterminé à la fois. Ses qualités humaines et son enthousiasme militant, même dans les moments difficiles, vont nous manquer.

Nous publions dans les pages qui suivent trois textes représentatifs des convictions d'Aguirre, et ci-dessous, l'intervention de Sophie, qui fut sa compagne, lors de ses obsèques qui ont eu lieu le 4 octobre.

AGUIRRE fut mon compagnon, mon camarade, un complice pour tous instants de la vie militante, amoureuse, familiale.

Aguirre, je l'ai toujours appelé ainsi, un nom si beau, qu'il s'était choisi à son arrivée en France. Il devait avoir un pseudo car sa situation en France n'était pas très régulière : un sans-papiers suisse !

Aguirre, je l'ai d'abord croisé dans une réunion pour le droit à l'avortement au fin fond de la Seine-Saint-Denis. Il était beau, il avait un charme fou avec ses yeux noirs pétillants, un regard mutin – et même un peu fou – et son sourire tendre.

En septembre 1979, il est mon prof de LCR (je décide de m'en rapprocher plus formellement, rentrant enthousiaste du Nicaragua après la révolution sandiniste).

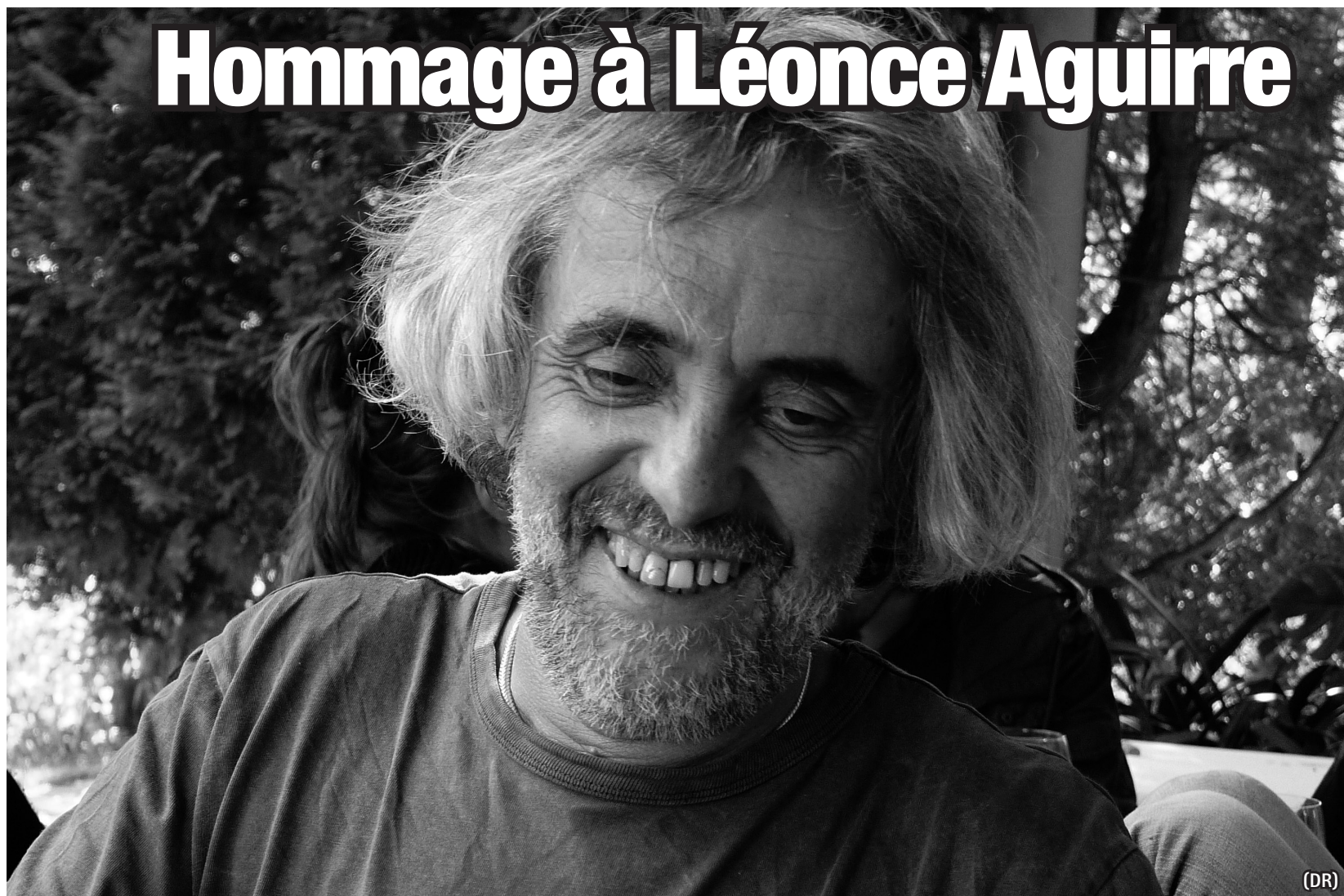
J'ai raconté souvent que la première nuit je m'endormis dans les bras de celui que je pensais être un guérillero latino (Companero Aguirre !) et me suis réveillée dans les bras d'un trotskyste helvète...

Et Aguirre était à la fois ce militant et ce compagnon bouillonnant, chaleureux, désordonné et très romantique, et ce Suisse protestant empreint de rigueur, de discrétion et de sens du devoir.

Aguirre était doué de gentillesse. Sa maman dont il disait avec amour « c'est une vieille dame très gentille » lui a légué sa profonde gentillesse. Elle nous racontait



(THIBAUT BLONDIN)



(DR)

encore ces derniers jours toutes ses frasques et 400 coups militants, dans une Suisse un peu étriquée et trop ordonnée (pour lui) : faire sonner les cloches durant quatre jours, tendre une banderole contre la guerre au Vietnam entre les tours de la cathédrale de Lausanne. Son fils unique était bien loin d'elle, mais elle admirait son engagement (elle avait même pris un abonnement à *Rouge* quand il apparaissait sous son vrai nom comme directeur de publication : Daniel Noverraz) et recherchait les articles de son fils sous ce nom étrange d'Aguirre.

Pour nos deux enfants, Simon et Léa, la vie était bousculée, envahie par tellement de réunions et de manifs, mais il était un père chaleureux, attentif, très drôle. Il aimait par-dessus tout parler des heures d'eux et, encore ces tout derniers temps, quand nous nous réjouissions de fêter leurs anniversaires. Aguirre était aussi un père inquiet, il craignait de n'avoir pas donné assez de temps, de ne pas s'y être bien pris. Il était réconforté et même fier que ses enfants soient, comme lui, tout en générosité, en gentillesse, sensibles aux autres. Il appréciait en Simon son approche du monde, il le trouvait toujours exact dans ses raisonnements (même si Simon lui n'hésite pas à nous railler sur certains aspects du militantisme). Il reconnaissait en Léa un engagement bouillonnant comme le sien, son activisme et son sérieux (il avait aimé lutter sur le front de la Sorbonne, avec elle, contre les CRS, pendant le mouvement contre le CPE).

Aguirre aimait jouer avec ses enfants, jouer au foot où il se donnait sans compter, même avec sa démarche bancal, il aimait jouer aux cartes, jusqu'au bout de la nuit avec passion et rigolades.

Il aimait faire du vélo : dévaler les pentes, suer dans les montées.

Aguirre aimait boire et manger et aimait par-dessus tout les terrasses, les bistrotts et les restos.

Il se passionnait pour la recherche du resto où nous allions manger ; il continuait à manger

la raclette après que tout le monde ait déclaré forfait.

Il mettait la barre très haut pour être un compagnon, un père et un militant qui cherche (au quotidien) à s'émanciper des règles, de la conformité, de l'ordre : il détestait l'ordre – qui le détestait en retour. Il était, il faut le dire, bordélique (*quel bazar ?* disait-il étonné) et les histoires cocasses de clés, de cartes perdues sont légions « punaise, c'est diabolique », « ma batterie est déchargée, j'ai oublié mon téléphone, le mail s'est perdu... c'est redoutable ! »

Il chantait faux : rappelez-vous s'il était au micro en fin de meeting et devait lancer *l'Internationale*, personne ne la reconnaissait. Il aimait la compagnie des excentriques, de celles et ceux qui refusent de rentrer dans le rang. Il était pudique,

taiseux – notamment sur ses préoccupations, sur ses inquiétudes – il avait de longs moments de silence. Je l'accusais de devoir faire seule les questions et les réponses pour essayer de comprendre ce qu'il ne pouvait pas dire.

Il nous a écrit parfois quand il le fallait. Il voulait jusque dans ses relations amoureuses, ne pas se conformer et ne pas brider, ne pas subir le diktat du temps, de la routine, des convenances.

Il était de bien des combats : féministe pour de vrai, écologiste pour de vrai, contre l'islamophobie. Une question qui lui tenait à cœur et sur laquelle il décida de travailler sur le fond avec son regard propre. Et je me rappelle aussi de sa fougue pour la défense des droits des enfants. C'était pour lui un vrai sujet politique insuffisamment traité dans nos milieux.

Il était souvent déconcertant mais avait une telle force de conviction qu'une de ses idées qu'on trouvait franchement farfelue devenait lumineuse.

Il donnait sans compter son temps pour les autres, pour assurer des tâches, toutes les tâches : en 1990, il me disait mi-rigolard, mi-fatigué : « mais tu comprends, à Roto, il n'y a que moi qui connais le chemin de la poste » : envoi de courrier, suivi des abonnements, commissaires aux compte,

« gardien du trésor de la LCR », c'est ce qu'avaient répondu les enfants aux questionnaires scolaires sur la profession du père.

Aguirre était rieur et avait l'autodérision facile, il ne se formalisait pas de mes moqueries : il affectionnait un T-shirt que je lui avais rapporté de Gênes en 2001, « je suis en train de travailler dur à

préparer ma prochaine erreur ». Il était respectueux, attentif, sensible, chaleureux, touchant, ce qui tranchait avec le style militant d'extrême gauche.

Il me manque, il nous manque déjà terriblement.

Aguirre, allait à toutes les obsèques, y compris de celles et ceux avec qui il n'avait partagé qu'un verre, une discussion, un moment de vie, des moments qui étaient tous pour lui des moments essentiels, fussent-ils courts et furtifs. C'était aussi une de ses façons d'exprimer sa profonde humanité. Cela faisait partie de son engagement.

Selon ses souhaits, il est enterré :

Que la terre te garde bien Aguirre, notre papa, notre compagnon, notre camarade, mon cher et tendre Aguirre.
Sophie



80 ANS APRÈS CRONSTADT

Le mythe de la « tragique nécessité »

En mars 1921, l'Armée rouge écrasait militairement la révolte des marins de Cronstadt. Erreur, « tragique nécessité » ou révélateur de l'impasse à laquelle conduisait la politique menée par le parti bolchevique ? Un retour critique sur la période 1917-1923 reste une impérieuse nécessité.



l'économie, et l'offensive des armées blanches pèse évidemment très lourd et aggrave qualitativement les contradictions et tensions propres à toute économie de transition, marquée à la fois par la gestion de la pénurie et par le maintien de la division du travail. Mais les choix faits après la Révolution n'ont-ils pas favorisé la victoire de la bureaucratie ? Sauf à en admettre l'inévitabilité, la question est légitime.

RÉPRESSION INJUSTIFIABLE

Le parti bolchevique a toujours été méfiant à l'égard des soviets. Ce fut le cas lors de la révolution de 1905 mais aussi après février 1917, où le développement des soviets est largement indépendant, autonome de la politique des bolcheviks. Or dès le milieu de l'année 1918, cette méfiance se transforme en une remise en cause à peine voilée de la légitimité des soviets et de leurs diverses structures, à commencer par ceux où les bolcheviks sont minoritaires. La création, le 7 décembre 1917, de la Tcheka (commission extraordinaire pour combattre la contre-révolution et le sabotage), censée protéger la révolution de 1917 contre les blancs, va engendrer un corps répressif de plus en plus autonome, qui s'en prendra non seulement aux nostalgiques du tsarisme mais aussi à tous les courants du mouvement ouvrier opposés à la politique des bolcheviks, même si cette opposition ne s'exprime que sur le plan idéologique. Il y aura des dizaines de milliers d'arrestations arbitraires, des milliers d'exécutions sommaires qui ne peuvent être en aucun cas justifiées par les contraintes de la guerre civile.

Le problème majeur est de savoir qui décide, même dans les conditions les plus difficiles. Poussant le volontarisme et le substitutisme à l'extrême, le parti bolchevique va accaparer l'essentiel des pouvoirs. Dès lors, il sera de plus en plus rendu responsable de la dégradation des conditions de vie et contesté non seulement par la paysannerie, mais aussi par des secteurs significatifs de la classe ouvrière. Des dizaines de grèves vont se déclencher contre la détérioration des conditions de vie et de travail, grèves auxquelles, le plus souvent, il sera répondu par la répression... au nom de la défense des intérêts historiques du prolétariat, dont le parti bolchevique est bien sûr le dépositaire légitime. La logique sera impitoyable. Tous les groupes politiques indépendants se situant dans le camp de la révolution se verront réduits au silence. Et cette logique ne tardera pas à toucher au fonctionnement du parti bolchevique lui-même, avec l'interdiction des fractions en son sein, des logiques d'exclusion des minoritaires, une conception dictatoriale du centralisme démocratique. Et cela à un moment où les contraintes de la guerre civile étaient largement amoindries à partir de 1921.

Si les anarchistes ont tort d'essayer de chercher un plan minutieusement établi dès 1917 qui devait permettre au parti bolchevique d'exercer seul le pouvoir – Lénine fait au contraire preuve d'un pragmatisme permanent –, il n'en reste pas moins que l'orientation mise en œuvre allait conduire à un isolement croissant du parti bolchevique et favoriser la consolidation et la prise du pouvoir réel par la bureaucratie. La mise en œuvre de la NEP, décidée en mars 1921, ne pouvait inverser cette dynamique, d'autant qu'elle allait accentuer substantiellement les différenciations sociales. D'autres choix étaient possibles. Celui de favoriser de manière optimale, malgré les difficultés extrêmes de la situation, tout ce qui allait dans le sens du développement des structures d'auto-organisation, de la prise des décisions par le plus grand nombre, de l'extension de la démocratie ouvrière et du pluralisme, d'une alliance avec la paysannerie qui ne se fasse pas sous la contrainte des baïonnettes.

NE PLUS ESQUIVER

La Révolution russe reste une expérience unique et majeure du mouvement ouvrier, qu'il s'agit de faire fructifier à la lumière des conditions de la lutte des classes au début de ce siècle. Mais pour ce faire, il est indispensable de tirer toutes les leçons de ce qui s'est passé dans les années qui ont suivi la prise du pouvoir, et de rompre avec une vision du monde qui a conduit à présenter Cronstadt comme une « tragique nécessité » ou l'armée de Makhno comme une bande de brigands antisémites. Il nous

faut faire le deuil d'une telle lecture religieuse de l'histoire, qui esquivent les responsabilités, par les choix qu'ils ont faits, du parti bolchevique et de ses principaux dirigeants dans la dégénérescence de la Révolution russe.

Léonce Aguirre

Article paru dans *Rouge* n°1916 du 29 mars 2001

Ne pas tomber dans le piège

A lors que la mobilisation contre la loi sur l'égalité des chances ne cesse de s'amplifier, Villepin et Sarkozy tentent de diviser le mouvement en utilisant et dénonçant ce qu'ils appellent les violences et les casseurs.

Le procédé est classique et revêt une efficacité certaine, car il est relayé largement par les médias et parce que, malheureusement, une partie de la gauche tombe dans le piège, en dénonçant la police parce qu'elle n'intervient pas efficacement contre les « casseurs ». Si le problème est complexe, il n'en reste pas moins que la première des violences à dénoncer est la violence sociale de la politique du gouvernement, l'obstination de Villepin à imposer sa loi sur l'égalité des chances, socialement scélérate. À cela s'ajoute la violence des interventions policières. Ces dernières semaines, les forces de l'ordre, ou plutôt du désordre, ont attaqué des lycéennes ou des lycéens qui bloquaient pacifiquement leur lycée ou des manifestations comme à Marseille ou Grenoble. Si l'on ajoute à cela les très nombreuses arrestations et condamnations – totalement arbitraires – de manifestants, on comprendra aisément que le centre de gravité de la violence n'est pas là où le gouvernement veut le faire croire.

Reste le problème du rôle des « bandes » qui s'en prennent aux cortèges ou à des jeunes dans le métro, avant ou après les manifestations. Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme. Ces agressions ne sont pas tolérables. Elles ont des effets démobilisateurs catastrophiques et profitent directement au gouvernement. Il faut y répondre fermement par l'organisation collective des départs en manifestations, de la sécurité des cortèges et dissuader tout agresseur potentiel, qui doit savoir qu'il y aura riposte à toute forme d'agression.

Mais la réponse politique ne peut s'arrêter là, tout comme l'explication de ce phénomène ne peut se résumer au fait que ce ne serait que le fruit de provocateurs, manipulés par la police. Ce serait nier ses racines sociales et mésestimer l'importance des jeunes venant des établissements scolaires les plus défavorisés, ou qui sont déscolarisés, qui doivent être présents dans les manifestations. Cela implique l'éradication de toute forme d'attitudes ou de discriminations à caractère raciste – trop souvent, un regroupement de jeunes apparaît comme un regroupement de casseurs pour la seule raison qu'ils sont blacks ou beurs et vêtus d'un sweat-shirt à capuche – et de défendre des revendications qui répondent aux situations intolérables d'exclusion sociale, lot de nombre de cités et de quartiers défavorisés.

Paru dans *Rouge* n°2152 du 30 mars 2006



Le Parti révolutionnaire

Les extraits ci-dessous sont tirés d'un article en réponse à John Rees, alors dirigeant du SWP. Il reflète les idées d'Aguirre concernant la construction d'un parti révolutionnaire.

John Rees est obsédé par la nécessaire cohérence et cohésion interne d'une organisation révolutionnaire qui «est nécessaire pour mener une stratégie et des tactiques correctes», et notamment une politique de front unique consécutive. Et de poser la question «Comment obtenir ce type de cohérence dans une organisation révolutionnaire, particulièrement quand elle opère sous la pression d'organisations plus larges, de forces politiques plus importantes dans le mouvement?» Pour lui, deux éléments permettent de résoudre le problème, la mémoire de la classe et le centralisme démocratique.

LA MÉMOIRE DE CLASSE

[...] Il ne s'agit pas de nier l'importance des expériences historiques, mais il y a deux dangers à éviter:

- l'un est de procéder par analogie, les références historiques prenant le pas sur l'analyse de la situation concrète dans laquelle nous nous trouvons. Liée à cette manière de procéder, il y a parfois la manie des citations de Marx, de Lénine ou de Trotsky. Le recours à des citations de ces derniers, ou d'autres, comme argument d'autorité justifiant la justesse d'une orientation concrète dans une situation concrète relève à mon avis d'une appréhension quasi religieuse de l'histoire. Et cette manie de la citation est quelque part liée au deuxième danger:

- [...] On a l'impression qu'un parti révolutionnaire doit avoir une appréhension commune de l'histoire du mouvement ouvrier, de ses diverses expériences, sinon il manque de cohérence et de cohésion. Et c'est problématique. Prenons un exemple: Cronstadt. En ce qui me concerne, je ne pense pas que Cronstadt ait été une tragédie nécessaire. [...] Cette vision n'est malheureusement pas partagée par tous les révolutionnaires, loin s'en faut, mais est-ce que des lectures contradictoires de cet événement et de la période 1917/1923 devraient empêcher de se retrouver dans la même organisation? À mon avis, non, sur cette question, comme sur d'autres. [...]

LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

[...] Ce n'est qu'après la victoire de 1917 que des conceptions visant d'une part à restreindre la démocratie dans le parti, avec notamment cette erreur funeste qu'a été l'interdiction des fractions, et d'autre part à imposer une discipline absolue dans l'action, ont vu le jour, là encore dans des conditions historiques tout à fait particulières.

[...] Évidemment, il est préférable que le parti soit uni, qu'il mène des campagnes impliquant toute l'organisation, que toutes ses militantes et militants interviennent sur la même orientation dans les organisations de masse, etc. Mais voilà, la vie est bien plus compliquée. Il existe des moments où des militants estiment que l'ampleur des divergences non seulement les empêche d'appliquer l'orientation majoritaire, mais les conduit à mettre en œuvre une autre orientation que celle décidée majoritairement par leur organisation. Au milieu des années 1990 s'est constituée au sein de la Ligue une fraction publique, la Tendance Révolution ! (TR !). [...] Cette fraction éditait une revue avec la minorité de Lutte ouvrière, sortait ses propres tracts hebdomadaires signés LCR - TR ! ou même LCR tout court dans les sections où la TR ! était majoritaire, éditait ses propres brochures, nouait des relations avec d'autres courants de l'extrême gauche et organisait même à certaines occasions ses propres initiatives publiques. Quatre ans plus tard, un processus de rapprochement avec la majorité de l'ancienne majorité s'enclenchait et aboutissait au congrès suivant à la constitution d'une nouvelle majorité, dont la TR ! était partie prenante. Quelles leçons peut-on en tirer? L'élément essentiel est l'importance de la reconnaissance du droit de fraction au sein d'une organisation [...]. Mais que ce serait-il passé si ce droit de fraction n'avait pas été reconnu? Eh bien, il y aurait eu une scission si la majorité de la TR ! avait décidé de ne pas céder aux injonctions de la direction ou d'importants départs de ses militantEs si elle avait accepté de se soumettre à la conception

du centralisme démocratique préconisée par John Rees. Et la Ligue se serait considérablement affaiblie, sans commune mesure avec les aspects négatifs d'une division se manifestant y compris publiquement. Mais on peut aller même plus loin: c'est la capacité à tirer le bilan à la fois de l'intervention majoritaire et de celle de la TR !, le tout lié à des changements dans la situation politique, qui a permis aux uns et aux autres, parce qu'il n'y a pas eu de ralliement ni d'un côté ni de l'autre, de dépasser les divergences. [...]

Ce qui est vrai, pour une orientation générale, devrait l'être aussi sur des questions plus circonscrites. [...] Prenons, là encore, un exemple précis. Lorsque le syndicat CFDT des postes et télécommunications s'est fait exclure par la direction de la Confédération, il y avait deux choix possibles: soit adhérer à la CGT, soit former un nouveau syndicat, SUD PTT. L'essentiel des équipes syndicales concernées, du national au local, était favorable à la création de SUD, estimant que tout autre choix entraînerait la dislocation des équipes syndicales, patiemment construites pendant des années. Un débat a eu lieu à la direction nationale de la LCR et celle-ci s'est exprimée contre la création d'un nouveau syndicat et pour le passage à la CGT. La quasi-totalité des militantEs de la LCR concernés ont fait le choix de créer SUD, contre l'avis de leur direction. Et ils ont eu raison de le faire, la réalité leur a donné raison et quasi plus personne aujourd'hui ne conteste ce choix. [...]

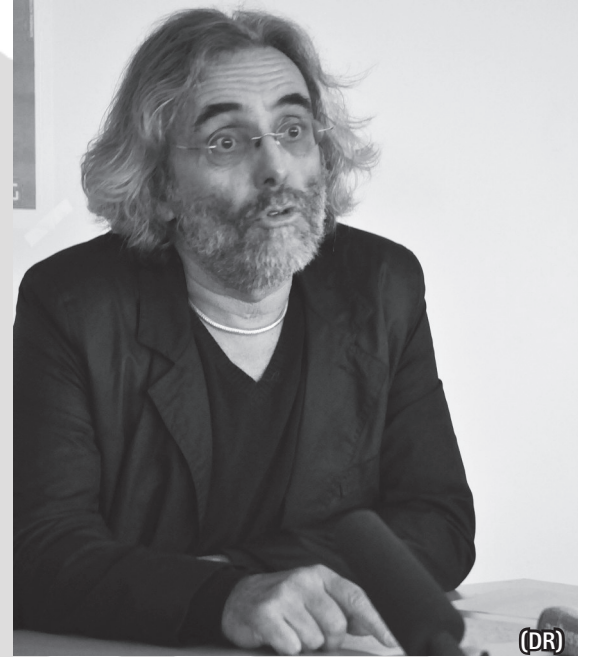
Et là derrière, il y a un problème beaucoup plus profond, c'est une certaine conception du parti d'avant-garde et du centralisme démocratique, lourde de danger (et là je me retiens pour ne pas citer le Trotsky de *Nos tâches politiques*). Parce qu'il est d'avant-garde, le parti aurait raison. Et au sein du parti, la tendance majoritaire a raison, et au sein de la tendance majoritaire la direction a raison, et au sein de la direction, le noyau historique a raison, et parfois au sein du noyau historique un individu a raison, c'est ce qui explique d'ailleurs l'existence de véritables gourous au sein d'organisations trotskistes [...]. Non, ce n'est pas parce qu'on est membre d'une organisation révolutionnaire, et cela est encore plus vrai pour une petite organisation dont la surface sociale est limitée, que l'on a forcément raison pour déterminer une orientation conséquente dans le travail de masse et dans les mobilisations. [...] Cette conception a également l'avantage d'éviter une forme de schizophrénie dans le militantisme quotidien. Les organisations de masse sont aussi traversées par des débats, intenses parfois, qui ne sont pas uniquement des débats entre réformistes traîtres et révolutionnaires conséquents. Là encore, prenons un exemple, la question de

l'exclusion des lycéennes qui portaient le foulard. La Ligue était fortement divisée et est toujours fortement divisée sur cette question. La position majoritaire s'opposait à la loi, mais n'excluait pas la possibilité d'exclure une lycéenne, une fois toutes les démarches possibles ayant été faites pour la convaincre d'enlever son foulard en classe. La position minoritaire refusait, à juste titre, toute exclusion d'une lycéenne qui porte le foulard. Mais ce débat, il existait aussi au sein de la direction de la FSU, de ses sections, au sein des tendances syndicales de la FSU, et enfin dans les AG des professeurs. Imaginons unE militantE de la LCR, en accord avec la position minoritaire, qui se trouve à la direction du syndicat ou dans une AG où se discutent des motions contradictoires, qui de fait reprennent les termes du débat qui a eu lieu au sein de la Ligue. Au nom de la nécessaire discipline du parti, il/elle va devoir voter contre une motion dont il/elle partage le contenu avec des membres de son syndicat ou des collègues de son établissement, et pour une motion avec laquelle il/elle est en désaccord total. Eh bien, je pense que c'est impossible, et en ce qui me concerne, je ne le ferais pas [...]. Pratiquer de la sorte ne renforce aucunement le parti, parce que quand les autres membres du syndicat ou les collègues de travail voient des militantEs voter contre leur propre conviction au nom de la discipline du parti, alors ce dernier ne peut que leur apparaître comme une secte.

Cela veut-il dire que tout est possible au sein d'un même parti? Non. Il peut y avoir des moments où la séparation est nécessaire quand des positions sont contraires aux intérêts historiques de l'ensemble des travailleurs ou de minorités particulières: ainsi, si une tendance dans un parti justifiait le soutien à une intervention militaire impérialiste, ou si elle approuvait des mesures discriminatoires à l'égard des immigrés, ou si elle approuvait la répression de minorités sexuelles, alors la séparation serait nécessaire. Mais, ces cas sont marginaux et ne peuvent justifier une théorie du centralisme démocratique d'un autre âge [...].

RÉVOLUTIONNAIRE, IL NE SUFFIT PAS DE DIRE QU'ON L'EST POUR L'ÊTRE...

Je voudrais terminer ces remarques en abordant un dernier problème: qu'est-ce qui permet de caractériser une organisation ou un courant de révolutionnaire? [...] Dans les diverses composantes de la nébuleuse trotskyste, le sens du qualificatif révolutionnaire est lié à la question stratégique de la crise révolutionnaire et de la prise du pouvoir autour de, très schématiquement: développement d'organes de double pouvoir qui se structurent à l'échelle nationale (comités d'usine, soviets, etc.), situation de double pouvoir, confrontation avec l'État bourgeois et son appareil militaire et répressif, ce qui pose la question de l'armement des travailleurEs et des opprimés, et dénouement de la crise (soit victoire de la révolution avec la destruction de l'État bourgeois et instauration d'un autre pouvoir, soit victoire de la contre-révolution et restauration de l'ordre existant). Mais ces références suffisent-elles à définir une organisation ou un courant comme révolutionnaire? Je ne le crois pas. Il y a trop de cas dans l'histoire où des organisations se réclamant d'un programme révolutionnaire en béton se sont avérées incapables de jouer le moindre rôle dans des situations de crises révolutionnaires. La difficulté, c'est que la caractérisation de révolutionnaire d'une organisation ne peut se faire qu'a posteriori, lorsque celle-ci a été capable d'être partie prenante d'un réel processus révolutionnaire et d'y jouer un rôle positif, et il faut bien avouer que, hors leurs références à des expériences historiques, les organisations qui se qualifient aujourd'hui de révolutionnaires en Europe, n'ont sur cette question aucune expérience pratique et par conséquent aucune autorité pour se caractériser elles-mêmes de révolutionnaires.



Il y a un deuxième problème: des partis révolutionnaires de masse [...] n'ont jamais existé dans la réalité et n'existeront jamais. On pourrait même prendre le cas de la fraction bolchevique. Jusqu'en 1917, on aurait pu la caractériser comme une organisation anticapitaliste, et encore une organisation anticapitaliste assez particulière puisqu'elle voulait certes abattre le tsarisme, mais pour le remplacer par une démocratie bourgeoise, les partisans d'une transgression de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne n'étant pas, et notamment le principal d'entre eux, membre dudit parti bolchevique. Ce n'est que parce qu'elle a conduit à son terme une dynamique révolutionnaire qu'on peut aujourd'hui la qualifier de parti révolutionnaire tout en précisant par ailleurs qu'elle n'était pas le seul courant révolutionnaire qui a participé à cette révolution. Cela pose aussi la question de l'intervention et de la construction, au sein d'un parti anticapitaliste large qui se fixe comme objectif non pas d'aménager le capitalisme mais de le remplacer par une société socialiste, sans exploitation et sans oppression, d'un courant révolutionnaire. Je suis très méfiant sur la manière d'aborder cette question, et encore plus, si ledit courant fonctionne suivant la règle du centralisme démocratique. On ne peut pas considérer un parti anticapitaliste large comme étant fait de différents cercles concentriques délimités par des références idéologiques et programmatiques diverses, avec au centre un petit noyau formé par les militants du (ou des) courant révolutionnaire, qui interviendrait en fraction au sein de ce parti large, avec comme objectif, soit de devenir majoritaire pour en «prendre» la direction, soit pour organiser une scission le moment venu et opportun, pour former un «vrai» parti révolutionnaire strictement délimité, conception qui justifie évidemment une intervention en fraction. Il faut plus concevoir ce parti comme étant formé de sous-ensembles dont les recoupements varient au cours de son histoire et réserveront surprises et étonnements. Le courant révolutionnaire sera un de ces sous-ensembles, qu'il sera important de construire, mais qui connaîtra lui aussi des transformations constantes, voire des mutations au feu de la lutte des classes, qui sera lui aussi traversé par des débats qui ne se résoudront pas seulement en son sein, mais aussi dans le cadre du parti large. Car les apports ne fonctionnent pas à sens unique: le courant révolutionnaire s'enrichit, lui aussi de l'expérience, de l'activité du parti large et une conception restrictive du centralisme démocratique peut être un obstacle à la réalisation de véritables symbioses d'histoires et d'expériences différentes qui cohabiteront au sein du parti large et à l'assimilation des expériences portées par ce parti large lui-même.

Léonce Aguirre

Article paru dans la Revue *Que Faire?* n°7, de janvier-mars 2008.

Les articles signés par Aguirre sont rassemblés à l'adresse suivante: <http://www.quefaire.org>



Ce mardi 4 octobre 2011, nous avons enterré Aguirre. Un jour de profonde tristesse. Nous avons toutes et tous voulu dire notre désarroi, notre peine, notre colère de le penser absent, à tout jamais. De savoir qu'il ne sera plus à nos côtés, affermissant nos combats avec son sourire, sa chaleur, sa disponibilité. Nous ne voulions pas l'admettre. Les mots se sont souvent dérobés pour le dire. Les messages pour essayer de restituer ce qu'il représentait, ce qu'il représente encore pour chacune et chacun d'entre nous, pour tracer les chemins parcourus en commun, ces messages qui ont afflué seront envoyés à tous : ils sont notre mémoire collective... Pour Sophie, pour Simon et Léa, pour Cynthia, pour sa mère, pour nous tous. Au cimetière de Montreuil, nous l'avons accompagné. Sophie a parlé. Terrible émotion. Olive, pour nous tous, a prononcé les mots qu'il fallait, qui témoignaient de la complexité, de l'épaisseur de sa personnalité, de l'amitié que nous lui portons. Nous avons pleuré, déposé les fleurs avant de le laisser.

Le soir, à la mairie de Montreuil, nous étions plus nombreux encore à témoigner de ce qu'il était pour nous, de ce qu'il reste présent dans nos pensées. Olive l'a redit. Flavia aussi. Myriam et Christine ont donné la parole à Annick Coupé et à Clémentine Autain : Aguirre des Forums sociaux, des combats altermondialistes et unitaires... Léon Crémieux et Olivier Besancenot sont intervenus pour évoquer leurs chemins croisés.

Et puis nous avons bu, ainsi qu'il l'aurait voulu...

Non, la colère d'Aguirre ne s'éteindra pas, ainsi que le disait la banderole brandie à Montreuil !



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Itinéraire d'un infatigable militant

Bouleversé par l'extraordinaire richesse de mai-juin 1968, Aguirre n'a jamais cessé dès lors son engagement militant. Son histoire se mêle étroitement à tous les événements politiques radicaux des années qui nous en séparent. Depuis lors, il ne s'est jamais départi de sa colère contre les possédants et de sa tendresse à l'égard des humbles et des opprimés.

Il adhère à la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) en Suisse au début des années 1970, en pleine effervescence mondiale. Tout semble possible et Aguirre participe avec enthousiasme à tous les combats.

Il monte à Paris au milieu des années soixante-dix. La France est l'un des pays d'Europe où les espoirs de 68 ont produit le plus de militants dans la IV^e internationale à laquelle il appartient. La LCR est alors une organisation dynamique, jeune, ouverte à tous les mouvements sociaux et présente sur tous les fronts.

Il intègre le comité central au début des années 1980. C'est une période où les lendemains qui chantent semblent irrémédiablement s'éloigner, tandis que l'Union de la Gauche met en œuvre la rigueur et couvre les plans de licenciements dans la sidérurgie et l'automobile. Aguirre anime à cette époque une tendance (ARA) qui prend ses distances avec le positionnement de la direction, la recombinaison politique à gauche de la gauche, et la redéfinition des conditions de construction d'un parti. C'est avec beaucoup de réserves que sa tendance soutiendra la campagne unitaire autour du candidat Juquin aux présidentielles de 1988.

Il est alors responsable des sociétés de presse de la LCR, notamment « La Brèche ». Il participe à la formation des militants et notamment des jeunes dans les camps internationaux. Il travaille également au comité de rédaction de *Rouge* dès le milieu des années 1980.

Deux questions fondamentales le préoccupent dès lors : l'URSS et l'écologie. Il exprime à plusieurs reprises son désaccord avec les positions officielles, concernant l'analyse de l'URSS et des pays de l'Est comme « États ouvriers dégénérés ». Il ira plus loin encore par la suite en revisitant également Cronsandt et en contestant la prétendue tragique nécessité de la politique des bolcheviks pendant la Révolution russe. Il considère également la question de l'écologie comme fondamentale parce que portant une contestation d'ensemble du système. Il fait la promotion de mobilisations comme celle en défense de la Loire, fleuve sauvage.

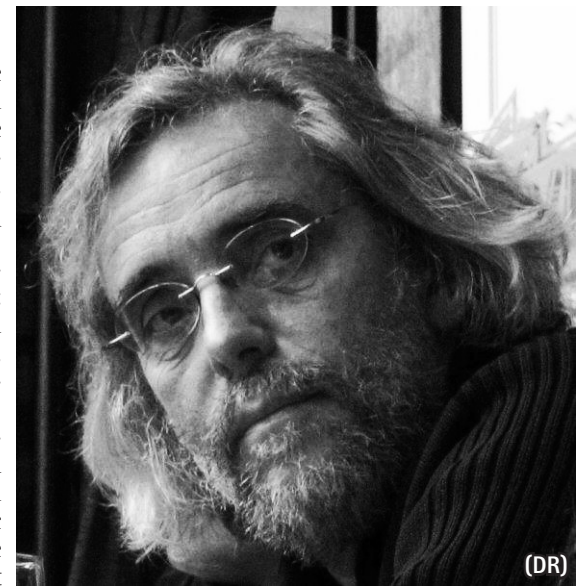
Au début des années 1990, il est cofondateur de la tendance Révolution ! qui défend la construction d'un parti révolutionnaire, contre ce qu'il considère comme les dérives de la direction, dans la politique de l'alternative et de la recombinaison. Cette tendance défendra notamment l'alliance avec Lutte ouvrière mais Aguirre à la même époque défend aussi la construction – alors controversée – de syndicats lutte de classe issus des exclusions perpétrées par la direction recentrée de la CFDT, dès 1988 (naissance de SUD-PTT et du CRC Santé sociaux), puis plus tard en 1995, par la FEN (création de la FSU). En 1998-99, il joue un rôle central pour la

mise en place d'une nouvelle majorité dans la LCR, qui aboutira à la promotion de listes communes avec Lutte ouvrière pour les élections européennes, et permettra d'atteindre les 5% nécessaires, pour avoir pour la première fois, cinq élus, dont deux pour la LCR.

La place d'une contestation radicalement à gauche ne cesse alors de grandir : grève générale de 1995, recombinaison syndicale accélérée autour de la FSU, des SUD et de l'opposition CFDT, victoire de Jospin aux législatives de 1997 avec trahison immédiate de ses engagements (privatisation de France Télécom et de Air France deux mois après son élection). La présidentielle de 2002 avec la candidature de Besancenot, son score qui dépasse celui du PCF, l'échec cuisant des socialistes et la mobilisation populaire contre Le Pen, feront le reste.

Seattle, Gênes, Porto Allegre, le mouvement altermondialiste commence et Aguirre s'y engage résolument, considérant ces nouvelles formes d'internationalisme, comme facteurs fondamentaux de renouveau de la vie politique, avec nouvelle génération et nouvelles formes d'organisation. Il est de tous les Forums sociaux européens et participe souvent, pour la LCR, aux AG préparatoires qui se tiennent dans toutes les villes d'Europe.

La campagne unitaire contre le Traité européen en 2005 en France et son succès, le convainquent qu'il y a bien place pour une bataille unitaire de tous ceux qui ne renoncent pas au combat anticapitaliste et se



(DR)

situent résolument contre toutes les dérives social-libérales. Ainsi s'engage-t-il à fond dans le développement des comités unitaires antilibéraux pour une candidature unitaire aux présidentielles de 2007. Il rebondit tout naturellement l'année suivante en faveur de la construction d'un nouveau parti. Au sein du NPA, il défend jusqu'au bout des positions unitaires. animateur de la position 3 lors du premier congrès du NPA, de la position B au cours de la dernière Conférence nationale de juin dernier, il n'a cessé de se battre ces derniers mois pour éviter ce qu'il pressentait comme une catastrophe : la perte de l'héritage, d'un courant original, issu de 1968, ayant traversé tous les orages et toutes les tempêtes.

Hélène Adam

Ils et elles ont rendu hommage à Aguirre

Partis français

Les Alternatifs, Alternative libertaire, Gauche unitaire, Lutte ouvrière, Parti de gauche, Parti communiste français.

Autres organisations françaises et/ou en France

Union syndicale Solidaires, Attac France, Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Parti des indigènes de la République, Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Cedetim, Convergences et alternative, Association Convoi Syndical, Fondation Copernic.

Organisations étrangères

SolidaritéS, International Socialist Organization (ISO - USA), PSR, membre du Bloc de Esquerda, Sinistra Critica,

Socialist Workers Party (Grande-Bretagne), Revolutionär Sozialistischer Bund /IV^e Internationale (R.F.A.), Bureau de la Quatrième Internationale, Labour Party Pakistan, Gauche socialiste (Québec), PRT, Sección Mexicana de la IV^e Internationale, Sosyalist Demokrasi için Yeni Yol (Nouvelle Voie pour la Démocratie socialiste), section Turquie de la IV^e Internationale, OKDE-Spartakos, Mouvement pour le socialisme (MPS), CADTM Belgique, Forum social hongrois-Table ronde Sociale.

Personnalités françaises

Henri Mermé, Dominique Voynet, Alexis Corbière, Annick Coupé, Pierre Khalfa, Caroline Mecary, Patrick Margaté, Monique Crinon, Clémentine Autain, Michael Löwy, Élisabeth Gauthier, Hélène Adam, Bernard Bouchez, Samy Johsua, Annie Pourre, Philippe Corcuff, Catherine Samary, Patrick Saurin, Nicolas Bénéès, Gérard Chaouat, Pierre Cours Salies, Michel Angot, Dominique Attia, Jean Michel Joubier, Gérard Filoche, Patrick Silberstein, Christian Piquet, Francis Sittel,

Francis Vergne, Jean-Pierre Vial, Thomas Coutrot, Aurélie Trouvé, Maya Surduts, Éric Aragon, François Chesnais, Marc Mangenot, Patrice Spadoni, Claude Debons, Éric Coquerel, Leila Chabi.

Personnalités étrangères

Jean-Michel Dolivo, Sébastien Guex, Daniel Süri, Alda Sousa, Alex Callinicos, Paul D'Amato, Monique Dols, Ahmed Shawki, Sherry Wolf, Jakob Schäfer, Paolo Gilardi, Josep Maria Antentas, Salvatore Cannavó, Penny Duggan, Jan Malewski, Maria José Nielsen, Farooq Tariq, Vincent Scheltiens, Castor, Masis Kürkcügil, Tassos Anastassiadis & Yannis Felekis, Nahla Chahal, Anis Mansouri, Enrique Juan Crema, Charles-André Udry, Yannis Almpanis, Marianne Ebel et Henri Vuilliomenet, Christian Tirefort et Eric Decarro, Éric Toussaint, Margarita Aguinaga, Haris Golemis, Simo Endre, María Isabel, Piero Bernocchi, Alessandra Mecozzi, Jean Batou, Luciano Muhlbauer.